

**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT**

381 **DT10**
Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par
Ressources Falco Ltée
6211-08-020

ÉTAIENT PRÉSENTS : **M. JOSEPH ZAYED, PRÉSIDENT**
M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE
M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE

**AUDIENCE PUBLIQUE
SUR LE PROJET HORNE 5
À ROUYN-NORANDA**

DEUXIÈME PARTIE

VOLUME 5

Séance tenue le 2 octobre 2024 à 19 h

Le Noranda Hôtel & Spa
41, 6e Rue, Rouyn-Noranda

et par Webdiffusion

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DE LA SOIRÉE DU 2 OCTOBRE 2024

MOT DU PRÉSIDENT.....	1
-----------------------	---

PRÉSENTATION DES MÉMOIRES

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (DM64) M. Guillaume Marquis et M. Sylvain Blais.....	2
--	---

ÉQUIPEMENTS TNO (DM71) M. Simon Laliberté.....	13
---	----

MARCEL BARIL LTÉE (DM31) M ^{me} Maria Turpin.....	18
---	----

ASDR (DM57) M. Marc Turcotte.....	27
--------------------------------------	----

SUSPENSION

REPRISE

PRÉSENTATION DES MÉMOIRES (suite)

M. MARTIN DUCLOS (présentation verbale).....	35
--	----

CENTRE DE GÉOMÉTALLURGIE (DM96) M. Simon-Pierre Morisset.....	41
--	----

PROPAIR (DM20) M ^{me} Marie-Pier Bournival.....	49
---	----

M. FRANÇOIS LAFLAMME (présentation verbale).....	56
--	----

MOT DE LA FIN.....	58
--------------------	----

SÉANCE AJOURNÉE AU 3 OCTOBRE à 13 H 15

SÉANCE DU 2 OCTOBRE 2024
SÉANCE DE LA SOIRÉE
MOT DU PRÉSIDENT

5 **LE PRÉSIDENT :**

Alors, bonsoir mesdames, messieurs. Bienvenue à cette cinquième séance de la deuxième partie de l'audience publique sur le projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée.

10 Permettez-moi tout d'abord de me présenter. Mon nom est Joseph Zayed et j'ai le privilège de présider la commission d'enquête qui est également composée de mes collègues commissaires, madame Geneviève Meloche et monsieur Martin Lessard à ma droite.

15 Dès maintenant, je demanderais aux personnes qui se sont inscrites pour prendre la parole de se présenter au secrétariat en arrière de la salle afin d'aviser l'équipe de leur présence. En fait, ce soir, il y aura quatre personnes, quatre organismes auxquels peuvent s'ajouter des personnes qui décident de faire des présentations spontanées. Donc, merci à celles et ceux qui l'ont déjà fait.

20 Il y a quelques places de disponibles pour les personnes qui ne se sont pas inscrites avant le 16 septembre, mais qui désireraient maintenant prendre la parole de manière spontanée. Elles peuvent s'inscrire dès maintenant au registre à l'arrière de la salle ou pour les personnes qui participent à distance, elles peuvent compléter le formulaire disponible sur le site Web du BAPE ou encore en téléphonant au 1 800 463-4732, poste 6.

25 Je tiens à préciser qu'au besoin, comme nous l'avons fait au cours des quatre dernières séances, mes collègues et moi pouvons échanger avec les intervenantes et les intervenants afin de préciser ou de clarifier certains aspects de leur mémoire ou de leur opinion.

30 Avant de laisser la parole à notre premier participant, voici quelques rappels importants.

Premièrement, tous les propos de cette deuxième partie de l'audience, comme d'ailleurs ceux de la première, sont enregistrés et les transcriptions seront disponibles dans environ une semaine au bureau du BAPE et dans la page Web du dossier.

35 Deuxièmement, tout comme l'initiateur du projet et les personnes-ressources, vous avez la possibilité de rectifier des faits mentionnés dans le mémoire ou dans la présentation d'une personne participante.

40 Une rectification à l'endroit d'un mémoire ou d'une opinion verbale se limite à corriger des inexactitudes démontrées, comme une erreur de date ou de quantité, une fausse référence ou encore

une citation erronée.

Pour vous prévaloir de ce droit de rectification, vous devez vous inscrire au registre à l'arrière de la salle ou, pour les personnes qui participent à distance, en remplissant le formulaire disponible sur le site Web du BAPE ou en téléphonant au 1 800 463-4732, poste 6.

Vous serez alors invités à prendre la parole à la fin de la séance. Vos propos devront être brefs et factuels. Les rectifications pourront aussi se faire par écrit au cours de la prochaine semaine, au plus tard le 10 octobre.

Également, aucune manifestation, remarque désobligeante, ne sera tolérée.

Pour cette séance, donc, je rappelle que nous avons quatre inscriptions formelles, et le temps alloué pour chaque intervention est de 15 minutes.

Sans plus tarder, j'invite monsieur Sylvain Blais, directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue.

M. GUILLAUME MARQUIS
M. SYLVAIN BLAIS
CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (DM64)

M. GUILLAUME MARQUIS :

Bonsoir. Je me présente : Guillaume Marquis. Je suis président du conseil d'administration du Cégep. Je suis accompagné de monsieur Sylvain Blais qui est directeur général.

LE PRÉSIDENT :

Très bien, enchanté.

M. SYLVAIN BLAIS :

Bonsoir madame, bonsoir messieurs. Tout d'abord, je voudrais juste vous faire un plan de la présentation que je partagerai avec le présent du conseil. On vous fera un bref historique de Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue dans le secteur minier, qu'est-ce que c'est, pourquoi on a de l'intérêt. C'est effectivement... et un bref résumé de notre mémoire, parce que vous l'avez lu assurément. Donc, c'est monsieur Marquis qui le fera, et je reviendrai en lien avec... On a un CCTT qui a déposé un mémoire; je ne vous le présenterai pas, le CTRI, mais quand même tirer des grandes lignes de façon à démontrer la

cohérence des deux, et terminer par... Il y a des éléments qu'on n'a pas traités, parce qu'on dit « de façon générale », ça fait que je terminerai avec ce genre d'intervention.

LE PRÉSIDENT :

5

C'est très bien. Soyez assurés, vous comme les autres, que nous avons lu tous les mémoires. Nous avons même préparé quelques questions qui peuvent ne pas être obsolètes après votre présentation, mais nous sommes à votre écoute.

10

M. GUILLAUME MARQUIS :

15

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue : il a fait partie des premiers cégeps à être formés en 1967. Puis une chose qu'il faut se rappeler, c'est qu'à ce moment-là, c'était la réunion de deux grandes écoles qu'il y avait à Rouyn-Noranda. Il y avait l'école de génie... de techniques... l'école minière -- l'école des mines et de la formation comme infirmière, l'école d'infirmières, qui a été les bases du Cégep.

20

Donc, bien avant d'être un cégep, on était déjà, à Rouyn-Noranda, très impliqué au niveau du domaine minier. Par la suite, les programmes se sont développés pour être capable d'accompagner les mines et les industriels de façon précise. On a des programmes, comme il est dit dans le mémoire, des programmes en maintenance industrielle, en génie civil, en génie minier, en techniques de génie minier.

25

Et beaucoup de nos... Quand on se promène à la grandeur de la planète, on retrouve énormément de personnes qui ont gradué de Rouyn-Noranda. C'est assez étonnant. Le monde minier, c'est un... c'est des grosses entreprises, mais c'est un petit monde. Ça fait que, les gens qui ont été formés ici, en Abitibi-Témiscamingue, ont pu se reprendre à la grandeur de la planète.

30

Pour avoir travaillé longtemps avec la Fonderie Horne qui est au-dessus du gisement de Horne 5 pour Falco, beaucoup de développement des affaires au niveau de recherche et développement sont faits par des gens qui ont gradué au niveau du cégep, qui ont continué leur carrière puis qui ont participé à des projets d'amélioration. Donc, le Cégep, c'est au coeur du domaine minier, aussi du tissu industriel de l'Abitibi-Témiscamingue, puis c'est ce qui nous permet de maintenir puis d'être capable de faire grandir des industries en leur apportant l'appui qu'il faut pour être capable d'avoir la formation pour faire les opérations.

35

M. SYLVAIN BLAIS :

40

Maintenant, dans le mémoire du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, on fait référence, je dirais... Si le Cégep est en mesure d'offrir une formation de très grande qualité dans les secteurs nécessaires pour bien exploiter un gisement, bien, c'est parce que, effectivement, la proximité avec le milieu a toujours alimenté la compétence de nos enseignants et de nos étudiants.

L'ensemble de nos programmes sont offerts en alternance travail-études, et donc la proximité nous permet donc de pouvoir continuer à développer.

5 Un projet tel que Horne 5 va nous aider, bien sûr, à se maintenir à l'avant-garde pour s'assurer que la formation que l'on offre sera de qualité, mais en même temps, ce qui est important, c'est qu'on sera en mesure de s'assurer de la requalification des gens nécessaire pour pouvoir porter à bien, je dirais, le projet que Falco souhaite mettre de l'avant. Donc, en termes de formation des travailleurs, on a... on est sincère, là, on a ce qu'il faut pour être capable de supporter la mise en oeuvre telle que le projet Falco souhaite la développer.

10 Je ferais un parallèle avec le CTRI, le CCTT qui est affilié au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Centre de transfert des résidus industriels, dans trois volets, donc la valorisation des résidus miniers, forestiers et agricoles, et depuis à peu près huit à dix ans, bien, on travaille aussi dans les métaux critiques et stratégiques, et surtout au niveau environnemental.

15 Donc, de la même façon -- et je ne vous ferai pas la présentation du mémoire du CTRI -- mais effectivement, le volet scientifique est traité par le mémoire du CTRI et on a les compétences pour le faire. Et effectivement, le Cégep s'est plutôt posé sur l'aspect formation et support qu'on est capable d'offrir, mais aussi l'aspect que le projet va être en mesure de retourner à la communauté pour soutenir le développement et... bien sûr, dans ce projet-là, mais partout, par la suite, dans le monde.

20 Je terminerais ma présentation en se disant : on n'a pas abordé, je dirais les défis sociaux que ce projet-là va apporter. Plusieurs l'ont traité, vous l'avez entendu. Ce n'est pas différent à Rouyn-Noranda, en Abitibi-Témiscamingue, partout au Québec. La main-d'oeuvre est difficile à trouver, le logement est rare, les services de garde sont rares.

25 Dans les, je dirais les propositions de Falco, ils nous disent qu'ils sont prêts à travailler à ce domaine-là, et c'est pour ça que le Cégep a fait le choix de ne pas le traiter dans le sens où ce n'est pas le projet Falco qui va apporter cette difficulté-là : elle est là, elle est présente. Ce n'est pas le projet Falco : tout projet majeur qui arriverait à Rouyn-Noranda va apporter la même difficulté. Donc, est-ce que c'est propre à ce projet-là? C'est dans ce sens-là qu'on se dit : assurément pas.

30 Cependant, les promesses faites jusqu'à date par le promoteur ont été remplies. Ils nous présentent qu'ils sont prêts à contribuer. La communauté de Rouyn-Noranda a toujours su relever les défis nécessaires lorsqu'on a le temps de se concerter et lorsqu'on a le temps de travailler ensemble, et c'est dans ce sens-là qu'on n'a pas relevé ces éléments-là parce qu'on se dit : bien, le jour où on aura à faire face, on va trouver les solutions avec le promoteur, avec l'ensemble des parties prenantes, de façon à améliorer la situation.

35
40 Ça ferait le tour de notre présentation.

LE PRÉSIDENT :

5 Merci à tous les deux. Peut-être je commencerais... je pense que nous avons quelques questions à vous poser. Je vais commencer par quelques-unes. Est-ce que le projet Falco, vous vous attendez à ce que ça entraîne une augmentation du nombre de demandes d'admission à votre cégep?

M. SYLVAIN BLAIS :

10 Au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, effectivement, un projet tel que Falco dans le secteur minier, maintenance industrielle, électronique industrielle, aurait à faire, je dirais, une augmentation de la demande de formation. On a un personnel, je dirais qualifié et suffisant pour pouvoir répondre. Pour requalifier le personnel déjà -- et là, je dirais les habitants de l'Abitibi-Témiscamingue qui souhaiteraient pouvoir travailler dans ce type de mine là, bien, il existe des attestations d'études collégiales. On en a déjà quelques-unes déjà prêtes à être livrées le cas échéant.

15 **LE PRÉSIDENT :**

20 Combien d'étudiants additionnels votre cégep serait prêt à accueillir, en tenant compte aussi des capacités de logement parce que les deux sont interreliés, là.

M. SYLVAIN BLAIS :

25 Bon. Oui, la capacité de logement est interreliée. Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue vient d'obtenir un octroi gouvernemental pour pouvoir construire des résidences additionnelles. On est sur le point de faire l'acquisition aussi d'un bâtiment à proximité pour pouvoir loger des étudiants additionnels. On est le cégep, au Québec, qui a le plus de résidences octroyées gouvernementalement. Dans le cadre, je dirais de la formation ordinaire, donc de nos DEC, on pense environ à une cinquantaine, 60 étudiants supplémentaires qui pourraient provenir d'ailleurs au Québec, l'attrait que ça pourrait générer. Puis maintenant, bien, de requalifier les gens à proximité, bien, l'impact sur le logement serait relativement minime, parce qu'ils sont déjà à proximité.

30 **LE PRÉSIDENT :**

35 Madame Meloche.

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

40 Merci.

Évidemment, on s'intéresse au développement durable, alors on se demandait quelle place vous

faites au développement durable dans vos programmes puis aussi dans votre soutien aux entreprises.

M. SYLVAIN BLAIS :

5 Bon. Effectivement, le développement durable, si vous lisez le mémoire du CTRI, il est
omniprésent. Le Cégep a un plan stratégique. La cinquième orientation du plan stratégique du Cégep
traite du développement durable, et dans chacun de nos programmes d'études, on est à mettre en place
des activités de formation et d'information, parce que les jeunes sont beaucoup plus sensibles à cet
aspect-là que nous ne pouvions l'être, là.

10

Mais effectivement, pour le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, chacun de nos programmes, à
mesure qu'on les révisé, on tente d'inclure des éléments de compétence sur le développement durable
et comment on peut faire ça dans tous les secteurs, précisément dans le secteur minier, mais
effectivement, il y a un cours sur le développement de l'environnement minier qui traite de ces
éléments-là.

15

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

Je sais que vous êtes peut-être dans l'enseignement aussi [indiscernable] d'être directeur.

20

M. SYLVAIN BLAIS :

Non, je n'enseigne pas. J'ai déjà été enseignant, mais je n'enseigne plus.

25

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

J'ai envie de vous demander, là, quels sont les enjeux les plus importants en matière de
développement durable qui pourraient faire partie de ces cursus-là ou du cursus spécifiquement lié aux
mines?

30

M. SYLVAIN BLAIS :

Bien, je veux dire, c'est clair que la qualité de l'air, la qualité de l'eau, parce que ça nécessite
énormément de -- en termes d'eau, le recyclage de l'eau est... Ça fait que, c'est des domaines dans
lesquels déjà notre programme de Technologie minérale traite. Dans nos programmes de Sciences
nature, on traite de ces éléments-là. Ça fait que, je vous dirais pour le secteur -- et, bien sûr, la
réutilisation des résidus. Parce que, oui, on va aller... Falco ira chercher les métaux critiques et
stratégiques ou -- or, zinc -- qui ont une valeur, mais ce qui va rester, bien, effectivement, le CTRI est
bien positionné pour pouvoir continuer à travailler sur l'exploitation de ces résidus-là.

40

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

Vous avez parlé tout à l'heure, je vais revenir aux enjeux sociaux...

5 **M. SYLVAIN BLAIS :**

Oui.

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

10 ... parce que ça fait partie du développement durable.

M. SYLVAIN BLAIS :

15 Oui, tout à fait.

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

20 Donc, que le jour où vous allez rencontrer les problèmes, vous allez y faire face...

M. SYLVAIN BLAIS :

On sait les problèmes qui vont arriver devant nous.

25 **M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :**

... bien, qui vont... qui pourraient s'agrandir.

M. SYLVAIN BLAIS :

30 Oui, assurément.

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

35 Je n'ai pas posé ma question, mais vous devinez [indiscernable].

M. GUILLAUME MARQUIS :

40 À ce niveau-ci, je pense qu'il faut se rappeler, Falco, c'est un *spin-off*, en fin de compte, de ce qui s'est passé avec Osisko à Malartic. Puis c'est des gens qui sont... qui ont pris une ville qui était, à toutes

5 fins pratiques, en décrépitude, puis qui l'ont remise en fonction, autrement dit qu'ils ont mis les infrastructures en place pour être capable de faire tourner la ville. Donc, on peut amener... on a l'occasion actuellement, avec des gens qui vont avoir des moyens financiers -- parce qu'on ne peut pas attendre grand-chose des gouvernements; on fait juste regarder ce qui se passe avec la Fonderie actuellement -- mais quand un promoteur d'envergure arrive, on a une fenêtre d'opportunité, je pense, qui... Puis c'est des gens qui l'ont déjà fait ailleurs, puis les résultats sont beaucoup plus du côté de la balance positive que quelque chose qu'ils sont venus pour simplement chercher les ressources. Ils laissent beaucoup de choses en place.

10 Ça fait que, là, c'est à la communauté de se prendre en main à ce moment-là puis de se préparer pour ce qui s'en vient pour la suite. Parce qu'ici, on parle d'une mine qui va être très technologique, donc on arrive à un autre niveau d'exploitation minière qu'on ne connaissait pas v'là 10 ans, ça fait que, c'est une occasion. Il ne faut pas l'arrêter.

15 **M. SYLVAIN BLAIS :**

J'attends [indiscernable] votre question, madame Meloche.

20 **M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :**

25 En fait, c'est ça, je voulais voir un peu quelle place vous faites aux enjeux sociaux dans... Le Cégep doit être quand même actif dans toutes sortes de comités, dans toutes sortes de forums de planification régionale et tout ça. Donc, j'imagine que vous êtes déjà en train de discuter de ces enjeux-là puis de trouver des solutions. Donc, je vous amenais un petit peu sur ce terrain-là pour comprendre... Puis là, vous évoquiez -- je pense qu'on peut s'accrocher à ça aussi -- le rôle du privé dans la résolution de ces problèmes sociaux là.

30 **M. SYLVAIN BLAIS :**

35 Personnellement, je suis sur le comité de suivi de Falco depuis huit ans comme directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. Je suis membre du conseil d'administration de l'Agence d'attractivité de l'Abitibi-Témiscamingue de façon à pouvoir voir comment on peut être plus attractif et, surtout, retenir les gens qui souhaitent venir chez nous. Donc, le Cégep est préoccupé par ces facteurs sociaux.

40 On fait un recrutement à l'international de nouveaux étudiants depuis bientôt 15 ans. Nous avons, au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, actuellement à peu près 2000 étudiants répartis sur trois campus : à Rouyn-Noranda, à Val-d'Or et à Amos. Nous offrons de la formation continue à La Sarre et à Ville-Marie. C'est un modèle qui s'est développé avec les gens de l'Abitibi-Témiscamingue pour les gens de l'Abitibi-Témiscamingue. Un seul cégep dans une région, là : il y a nous autres puis Gaspésie et des

Îles. Sinon, partout ailleurs, ça ne s'est pas développé comme ça, de façon à pouvoir concentrer les efforts et assurer une saine répartition sur le territoire.

5 Donc, l'ensemble des enjeux qui seront présents, bien, le DG, il est déjà sur beaucoup de tables, mais on est présent aussi partout ou à peu près où on peut jaser de ces difficultés-là et apporter, bien, très humblement, notre contribution que l'on peut mettre de l'avant.

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

10 Merci. Je vais passer la parole à mes collègues.

LE PRÉSIDENT :

15 Je vais vous poser une question idéologique. Au cours de nos travaux, quelqu'un s'est présenté devant nous et nous a dit : « Le développement durable minier est un dogme ». Quelle est votre réaction?

M. SYLVAIN BLAIS :

20 Moi, je ne ferais pas rien que le développement minier. Tout développement économique ne peut se faire sans impact environnemental actuellement, et là, j'ai appris ça de chercheurs compétents. Ce qu'on peut faire de mieux, c'est de tenter de diminuer les impacts puis -- comment je dirais? -- on a des solutions disponibles pour amoindrir les impacts. Dans la proposition que Falco fait, il y a déjà des éléments qui démontrent une certaine recherche, une grande volonté de minimiser l'impact sur
25 l'environnement.

30 Mais effectivement, tout développement minier va avoir un impact sur l'environnement, puis là, je dirais, bien, notre meilleure solution dans ça c'est, bien sûr, le recyclage, parce que nous allons tous continuer à vouloir utiliser des outils qui nécessitent des métaux, puis tout ce qu'on ne pourrait ne pas extraire serait une avancée au niveau de l'environnement. Mais on a quand même des... là, je dis des « obligations »; si ce n'est pas à Rouyn-Noranda, ça sera ailleurs dans le monde, mais il va falloir continuer à extraire des gisements.

35 Et la vision que Sylvain Blais a c'est, à tout le moins, les conditions dans lesquelles le développement économique doit se faire au Québec. Si effectivement on applique les normes que l'on souhaite et qui sont édictées, bien, c'est quand même mieux que qu'est-ce qui va se faire en Chine, ce qui va se faire en Asie... au Mexique, au Brésil, et la planète est petite, là. Ça fait que, je ne suis pas en train de dire qu'on est aussi bien de le faire et de nous obliger à faire ce développement-là, mais à tout
40 le moins, le développement que l'on fera au Québec sera assurément moins nocif pour la planète que s'il se fait ailleurs.

LE PRÉSIDENT :

Monsieur Lessard. — Merci.

5 **M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :**

Oui, bonjour... bonsoir.

10 **M. SYLVAIN BLAIS :**

Bien, bonsoir.

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

15 J'ai perdu la notion du temps. Juste une petite question : vous mentionnez dans votre mémoire l'importance de la collaboration avec les institutions d'enseignement; on se demandait juste quelle forme de collaboration vous envisagez, par exemple, avec Ressources Falco si le projet se réalise?

20 **M. SYLVAIN BLAIS :**

Bien, effectivement, je vous disais, tous nos programmes sont en alternance travail-études, ça fait que, c'est clair qu'on souhaitera que Falco accueille de nos étudiants en stage. Puis là, bien, quand je dis... en informatique, en maintenance industrielle, en électronique industrielle, en génie civil, en technologie minérale. Ça fait que, c'est le genre de partenariat qu'on s'attend de Ressources Falco.

25 Les connaissances et les compétences de notre personnel enseignant se fait principalement en industrie. C'est de savoir qu'est-ce qui se passe dans l'industrie. Donc, d'avoir un va-et-vient entre l'organisation, entre notre corps professoral et les experts de Falco, c'est le genre de collaboration qui me vient en tête dès le départ.

30 **M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :**

Puis envisagez-vous aussi une forme de contribution financière de Falco, par exemple développer des programmes de formation?

35 **M. SYLVAIN BLAIS :**

40 Bien, c'est pour ça que... Dans le cadre d'une attestation d'études collégiales pour permettre la requalification, c'est clair qu'il va falloir s'asseoir avec Ressources Falco. Il y a des disponibilités de sommes pour de la requalification de façon gouvernementale, mais à un moment donné, l'enveloppe

n'est pas suffisante, ça fait que si on veut accélérer, il va falloir qu'effectivement Ressources Falco contribue.

5 L'industrie minière... le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue a une fondation; l'industrie minière est omniprésente dans le Gala des bourses. Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, malgré sa petitesse, là -- quand je dis 2000 étudiants -- on remet, à chacune des années, à peu près 130 000 \$ de bourses de soutien et de persévérance qui proviennent de l'ensemble de nos contributeurs, qu'ils soient miniers, qu'ils soient de l'industrie autour : les Moreau, les Blais, l'ensemble -- les bureaux de comptables -- tout le monde vient autour du Cégep soutenir la réussite et la persévérance. Ça fait que, on va s'attendre de 10 Falco qu'il soit aussi un contributeur, un associé, pour venir soutenir ces éléments-là.

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

15 C'est bon, je vous remercie.

LE PRÉSIDENT :

Peut-être une dernière question avant que vous quittiez.

20 Dans les programmes de formation, il y a plusieurs personnes qui sont venues nous sensibiliser au fait qu'avec les changements climatiques, la donne change de façon considérable; est-ce que vos programmes de formation ont été restructurés pour tenir compte de cette réalité-là des changements climatiques, ou des formations spécifiques, ou encore des compléments de formation qui touchent les changements climatiques?

25 **M. SYLVAIN BLAIS :**

30 De façon très pointue, aucun de nos programmes traite de cet élément-là. Quand on pense aux changements climatiques, je reviens sur le développement durable, comment on est en mesure de faire le moins d'impact possible dans chacun de nos programmes d'études à mesure qu'on les met à jour, mais on les met à jour grâce, bien sûr, à des, je dirais, des missives gouvernementales. Mais on n'attend pas des missives gouvernementales pour mettre à jour un programme d'études. Compte tenu de notre proximité avec le marché du travail, à mesure qu'on voit qu'il y a des avancées qui se font dans l'industrie minière -- mais comme dans l'industrie forestière, comme en technologie, comme en travail 35 social -- on intègre ces éléments-là dans nos programmes.

40 Le collégial a cette capacité-là, je dirais, que la formation professionnelle, entre autres, n'a pas. Le programme est distinct. Et là, je fais... pour répondre, c'est : de façon très précise en lien avec les changements climatiques, nos programmes d'études, à mesure qu'on est en train de les faire, on tente d'intégrer des éléments de compétence pour pouvoir tenir compte de ça.

LE PRÉSIDENT :

Mais pour les programmes existants?

5 **M. SYLVAIN BLAIS :**

Nos programmes sont révisés à l'intérieur du collège sur une fréquence d'environ de cinq à huit ans.

10 **LE PRÉSIDENT :**

Donc, depuis cinq-huit ans, vous...

15 **M. SYLVAIN BLAIS :**

Bien, je dirais, il y a le Technologie minérale dans lequel on a ajouté des éléments sur l'environnement minier, sur la qualité de l'eau, mais... et là, quand je pense aux changements climatiques, en Technologie minérale, bien, c'est davantage en lien avec les éléments propres de... les éléments précis sur la notion de l'environnement qu'on traite dans nos différents programmes techniques. On vient de faire la mise à jour de Sciences de la nature qui amène vers le génie, mais là, je vous dirais, malheureusement, je n'ai pas validé le contenu pour être capable de préciser davantage, mais...

25 **LE PRÉSIDENT :**

En fait...

30 **M. SYLVAIN BLAIS :**

Oui.

LE PRÉSIDENT :

35 ... je vous posais la question parce que, vraiment, plusieurs personnes sont venues notamment nous dire : « Écoutez, pour les résidus miniers, les digues qui vont être construites, elles devraient être construites en fonction justement des conditions climatiques extrêmes que nous connaissons. » Alors, la question qu'on se pose : est-ce que vos programmes de formation tiennent compte de cette réalité qui peut affecter plusieurs infrastructures minières?

40

M. SYLVAIN BLAIS :

Effectivement, on tente de maintenir à jour la connaissance, la compétence de nos enseignants sur ces domaines-là de façon à ce que... qu'est-ce qui peut s'enseigner. Mais, je dirais, le Bouclier canadien dans lequel on oeuvre en Abitibi-Témiscamingue, ce n'est pas la même réalité que dans le Nord-du-Québec ou dans le Grand Nord du Québec, ça fait que, on informe correctement l'étudiant de tenir compte de ces facteurs-là, de façon, au moment où il procède à des calculs, où il tente de faire des plans -- qui sont faits surtout en génie, mais auxquels nos étudiants contribuent -- bien, qu'il y ait un souci de s'assurer de la sécurité, du maintien de l'actif, du maintien de l'infrastructure qui est en place.

LE PRÉSIDENT :

Merci beaucoup d'avoir participé aux travaux de la commission. Merci infiniment. Bonne soirée.

M. SYLVAIN BLAIS :

Merci à vous.

M. GUILLAUME MARQUIS :

Merci.

LE PRÉSIDENT :

Alors, étant donné que les inscriptions aux interventions spontanées sont remplies maintenant, le registre est fermé.

J'appelle maintenant monsieur Simon Laliberté d'Équipements TNO.

**M. SIMON LALIBERTÉ
ÉQUIPEMENTS TNO (DM71)**

M. SIMON LALIBERTÉ :

Monsieur le président, madame la commissaire, monsieur le commissaire.

Équipements TNO, on est une entreprise locale de Rouyn-Noranda. On offre des produits et services à la clientèle résidentielle, commerciale, industrielle et minière. Nos principaux champs d'expertise sont au niveau de la fourniture d'outils et la location d'équipement, dans le fond, pour

différents clients. Équipements TNO, on est une entreprise qui est en affaire depuis 1974 ici, à Rouyn-Noranda. Depuis 2017, on est un nouveau groupe de jeunes actionnaires qui a repris les rênes de l'entreprise. On fait partie du Groupe Dion qui est un regroupement d'entreprises régionales qui oeuvrent dans différents milieux.

5

Donc, Équipements TNO, dans le fond, on est avant tout 45 employés dévoués à faciliter les opérations de nos clients. Et nos clients, comme je vous disais tantôt, ça varie du bricoleur du dimanche aller aux minières comme Ressources Falco. À notre avis, en tant que fournisseurs et entrepreneurs, on ne peut qu'être favorables à la venue d'un projet comme le projet Horne 5 de Ressources Falco ici, à Rouyn-Noranda.

10

C'est sûr qu'au niveau de notre entreprise, il y a des impacts qui vont avoir une incidence au niveau de nos opérations, donc au niveau des impacts socioéconomiques. On voit, comme entrepreneurs, les retombées qui ont déjà été mises en place par les gens de Falco. On parle de l'école... du centre de formation professionnelle, on regarde le Terrain multisports St-Luc. Donc, on voit que les gens ont déjà une volonté de s'impliquer et de redonner dans la communauté.

15

Pour les retombées économiques pour notre entreprise, c'est sûr qu'il y a des retombées qui sont directes, qui vont être les achats qui vont avoir être faits par l'entreprise au niveau de la construction, qui vont être les achats au niveau des équipements pour l'opération, et il y a aussi toutes les retombées économiques indirectes qui sont des impacts positifs quant à la consommation, dans le fond, des différents contracteurs qui ont oeuvré au projet Horne 5.

20

Au niveau des retombées, les retombées communautaires, je crois qu'elles sont non négligeables aussi. Si on regarde au niveau de la culture, de la santé, de l'éducation, un citoyen corporatif comme Ressources Falco va apporter grandement au milieu de Rouyn-Noranda.

25

Un des impacts qui était peut-être un petit peu plus inquiétant de notre côté, c'est la grande demande en biens et services. Donc, ce qu'on veut, comme entrepreneurs, c'est s'assurer de pouvoir offrir à notre clientèle ainsi qu'à Ressources Falco des biens à juste prix. On a déjà vu dans le passé certains projets qui ont créé des flambées de prix, qui ont engendré des achats à l'extérieur de la communauté parce que, justement, les gens disaient : « Bon, on va profiter qu'il y a un projet sur place, on va grimper les prix pour soutirer un maximum. » Donc, nous, comme entrepreneurs, ce n'est pas notre but : notre but, ça va être aussi de travailler, sensibiliser les autres entrepreneurs, fournisseurs en biens et services, justement de garder un juste prix pour se permettre d'être compétitif et maximiser les retombées d'achat ici, à Rouyn-Noranda.

30

35

La venue d'un projet comme le projet Horne 5 à Rouyn-Noranda, on le sait... on a entendu parler de la Zone d'innovation minière; donc, moi, je pense que le projet Horne 5, pour Équipements TNO, on pense que ça doit être la pierre angulaire au niveau de la ville de Rouyn-Noranda. C'est un projet,

40

comme monsieur Blais l'a dit tantôt, qui ressemble beaucoup à ce qui s'est vu en région Malartic dans le passé. Donc, on veut que ça garde une vitalité au niveau de notre communauté.

5 Justement, on parlait des établissements d'enseignement, La ZIM, Falco, l'Université du Québec, le Cégep... Donc, c'est devenir, dans le fond -- que Rouyn-Noranda soit un pôle d'expertise, pas juste au Québec, mais nationalement, dans le fond, au niveau de l'industrie minière.

10 Au niveau de la main-d'oeuvre, c'est sûr et certain que, on a entendu, 900 employés qui vont être requis pour la construction, la phase de constructions; 500 employés qui vont être requis pour la phase d'opération de la mine. Ce qu'on souhaite, nous, comme entrepreneurs, Équipements TNO, c'est que ce soit des gens qui habitent ici, à Rouyn. Donc, les... Souvent, on a vu des projets de fly in fly out. Les projets de fly in fly out, les impacts économiques, dans le fond... les retombées sont beaucoup moindres pour la communauté. Donc, on souhaite ardemment qu'on puisse travailler à accueillir des nouvelles familles chez nous, à Rouyn-Noranda.

15 Un autre des enjeux au niveau de la main-d'oeuvre, c'est sûr que nous, comme une entreprise de commerce de détail, c'est d'être compétitif, de pouvoir continuer d'avoir des employés tout en respectant la capacité de payer de notre entreprise.

20 Au niveau de l'impact démographique, on souhaite ardemment que le projet Horne 5, comme je vous disais tantôt, puisse nous amener des familles. Donc, au jour 1 de l'acceptabilité, va être essentiel que les différents acteurs, que ce soit Falco, la Ville de Rouyn-Noranda, la Chambre de commerce, puissent se mettre ensemble afin de développer des projets; des projets de résidences, des développements de terrains en milieu urbain, en milieu rural, la disponibilité de logements. Mais je
25 pense qu'il y a une volonté de fer qui est là, et si tous les acteurs se mettent ensemble, mettent l'épaule à la roue, je crois qu'on va être capable de pallier, dans le fond, à cette situation-là qui n'est malheureusement pas juste à Rouyn, je pense qui est vraiment partout en région et même partout au Québec.

30 Au niveau de l'impact environnemental, Falco, on en entend parler depuis huit ans. Donc, les informations qui sont transmises démontrent une volonté... On n'est plus... je crois qu'on n'est plus à la mine 3.0; on va être rendu à la mine 4.0. Donc, que ce soit l'électrification des équipements, la diminution des gaz à effet de serre, que ce soit les différents projets au niveau des sites de résidus miniers, de réhabilitation. On le sait, au Québec, on a des lois qui font qu'une entreprise ne peut pas...
35 avant même d'ouvrir une mine, elle doit prévoir les budgets pour la fermer, pour réhabiliter, puis Falco, en utilisant des sites orphelins, va probablement améliorer l'environnement autour de Rouyn dans certains sites de résidus miniers.

40 La responsabilité sociale de Falco, comme il a été mentionné -- puis j'ai écouté aussi d'autres témoignages de gens qui sont venus ici, au BAPE -- la responsabilité sociale de Falco est là, elle est

visible. Les gens sont impliqués dans le milieu. Ils veulent avoir l'apport de la communauté, donc je crois que c'est quelque chose qui fait que... qui vient, dans le fond, mettre en place notre accord par rapport à ce projet-là.

5 Si vous aviez des questions.

LE PRÉSIDENT :

Alors, merci. Je pensais que vous aviez d'autres choses à ajouter. Merci beaucoup.

10

Monsieur Lessard.

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

15

Bonsoir.

M. SIMON LALIBERTÉ :

20

Bonsoir.

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

25

Merci pour votre présentation. Donc, dans votre mémoire, bien, vous parlez des défis de fidélisation et d'embauche pour les PME par rapport aux compagnies minières; on se demandait, dans le fond, dans le passé, est-ce que vous avez déjà été affectés, que ce soit positivement ou négativement, par la mise en exploitation d'une nouvelle mine dans la région?

M. SIMON LALIBERTÉ :

30

Pour vous dire, ici à Rouyn, non, parce qu'on n'a pas eu de projets qui se sont développés directement ici, sur place. Mais c'est sûr qu'on est en compétition avec l'industrie minière. Si j'engage un journalier dans mon entreprise, le même journalier peut aller travailler comme journalier pour la mine. On sait que le salaire ne sera pas le même. Notre défi, comme entrepreneurs, c'est de donner une qualité de vie à nos employés. C'est l'aspect familial, mais c'est sûr que c'est un défi; c'est un défi parce qu'il faut toujours aussi respecter la capacité de payer la main-d'oeuvre comme PME.

35

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

40

Puis comment vous voyez ça que Falco, bon, si Ressources Falco, son projet ici... pensez-vous que ça va mettre une pression additionnelle? Ça va vous obliger à être encore plus vigilants, peut-être?

M. SIMON LALIBERTÉ :

5 C'est sûr que ça va nous mettre une pression, sauf que, ce qu'il faut voir, c'est la... Moi, je parle beaucoup aussi au niveau de l'impact démographique, donc la venue de nouvelles familles. Donc, s'il y a une nouvelle famille, bien, est-ce qu'il va y avoir d'autres gens à côté qui vont vouloir venir s'installer ici, à Rouyn-Noranda? Donc, moi, je pense qu'il peut avoir un potentiel de recrutement là, au niveau de la main-d'oeuvre, oui.

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

10 O.K. Puis en matière, peut-être, de politique d'achat...

M. SIMON LALIBERTÉ.

15 Oui.

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

20 ... je pense vous dites dans votre mémoire aussi, bon, vous demeurez vigilants afin de garantir, là, votre compétitivité en matière de prix...

M. SIMON LALIBERTÉ.

25 Oui.

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

30 ... et « éviter que les achats soient effectués à l'extérieur de [la] communauté ». Donc, à ce niveau-là, d'après vous, qu'est-ce qu'on devrait retrouver dans une politique d'approvisionnement local, par exemple de Ressources Falco, pour garantir des retombées locales, en fait?

M. SIMON LALIBERTÉ :

35 Certaines entreprises vont travailler avec des systèmes de pointage, donc qui vont favoriser un entrepreneur local. Donc, si on regarde pour un équipement -- on va donner un chiffre -- avec un équipement à 500 000 \$, bien, le système de pointage va favoriser l'entrepreneur local. Donc, même si l'entrepreneur local le vend 525 000 \$, on va l'acheter localement au lieu de l'acheter à l'extérieur.

40 Moi, je pense que, aussi, les principes de soumission, les entreprises minières vont souvent avec des appels d'offres au niveau de l'outillage, au niveau de l'équipement. Donc, ça va être à eux de mettre

des politiques d'achat, mais ce qu'on voit présentement déjà avec les minières qui sont en place en région, c'est quelque chose qui est appliqué. Donc, rarement, comme entrepreneur, on va perdre une soumission pour un entrepreneur de l'extérieur de la région ou encore des achats en ligne sur Internet.

5 Il y a un côté de, comme on dit en Abitibi, on se serre les coudes, donc on s'encourage entre nous, puis ça, je pense que c'est quelque chose qui devrait se faire aussi avec Ressources Falco.

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

10 O.K. C'est bon, merci.

LE PRÉSIDENT :

15 Merci, monsieur.

M. SIMON LALIBERTÉ.

Merci.

20 **LE PRÉSIDENT :**

Madame Maria Turpin.

25 **M^{me} MARIA TURPIN**
MARCEL BARIL LTÉE (DM31)

M^{me} MARIA TURPIN :

30 Bonjour.

LE PRÉSIDENT :

35 Oui, bonsoir, madame.

M^{me} MARIA TURPIN :

40 Je suis un peu moins à l'aise que les gens qui ont passé devant moi, mais je vais lire un petit peu plus.

Donc, je me présente, Maria Turpin. Je suis CPA et directrice de l'exploitation de Marcel Baril Ltée. Puis je voudrais vous remercier, tout d'abord, de nous donner l'occasion de présenter notre point de vue. Donc, je m'exprime ici en tant que citoyenne ainsi qu'au nom de l'entreprise de Marcel Baril Ltée.

5

Nous tenions à partager avec la commission du BAPE notre perception du projet Falco Horne 5 et de certains enjeux soulevés au cours des audiences publiques du mois d'août. On en a aussi parlé ici un petit peu. Forts de notre expérience terrain, nous estimons que plusieurs de ces enjeux -- main-d'oeuvre, formation, CPE, logement -- sont loin d'être insurmontables.

10

Donc, je vais parler des enjeux un peu plus tard et, pour tout de suite, je vais vous présenter un peu Marcel Baril pour vous expliquer qui nous sommes.

15

Donc, Marcel Baril est une entreprise familiale fondée en 1955 par monsieur Marcel Baril. Présentement, nous comptons 100 employés dont 60 en Abitibi-Témiscamingue. Nous sommes spécialisés dans la distribution en gros et avons su, au fil des années, établir des liens privilégiés dans divers secteurs industriels, notamment dans les opérations minières, petits et grands projets miniers, et aussi au niveau municipal. Donc, bon an, mal an, près de 50 % de notre chiffre d'affaires provient du secteur minier. Nous desservons autant les minières voisines, Abitibi et Nord de l'Ontario, que celles dans le Grand Nord canadien et même à l'international.

20

En plus du secteur industriel, nous desservons de nombreuses institutions publiques, municipalités, ministères, hôpitaux, Hydro-Québec, et cetera. Nous contribuons aussi activement au développement économique du Nord canadien, donc en tissant des relations étroites avec les communautés autochtones via notre filiale qui s'appelle Nuqsana Baril.

25

Au fil des années, nous avons élargi nos compétences dans des domaines variés tels que quincaillerie, plomberie, chauffage, ventilation, électricité, matériaux de construction et industriels, ainsi qu'en égouts et aqueducs, notamment grâce à l'utilisation et à la fabrication sur mesure de produits à base de polyéthylène haute densité. Donc, ces produits qu'on appelle du PEHD, sont en forte demande dans l'industrie minière à cause de leur étanchéité et la solidité. Donc, c'est pas mal le gros de nos produits.

30

Puis, bien, on a des places d'affaires au Québec et en Ontario. Donc, on a une belle position stratégique qui nous permet de rejoindre efficacement notre clientèle et de répondre à ses besoins.

35

Donc, ça, c'est le sommaire de Marcel Baril Ltée.

Pour ce qui est des enjeux, ceux que nous avons... que nous voulions discuter au niveau de... il y avait la main-d'oeuvre et la formation.

40

Donc, on en a parlé juste un petit peu tantôt, bien, chez Marcel Baril, la disponibilité de la main-d'oeuvre, dans le fond, pour nous, c'est toujours un défi. Ce n'est pas récent puis ce n'est pas nouveau, on vit avec à tous les jours. Mais au travers des années, on a su s'adapter puis on réussit toujours à pourvoir nos postes, tant à Rouyn-Noranda que dans nos succursales à l'extérieur.

5

On ne voit pas le projet Falco comme une source d'inquiétude. Nous, on le regarde comme un beau défi. Ça va nous inciter à rendre notre entreprise plus attrayante. On travaille plus fort pour garder nos employés.

10

Puis, bien, ce qui nous aide un peu aussi, c'est qu'on fait désormais partie du groupe Deschênes qui est un grossiste dont le siège social est à Montréal, qui est une autre entreprise familiale, mais plus grosse, à Montréal. Ça fait que, on peut compter sur un réseau élargi aussi en cas de problématiques de main-d'oeuvre.

15

Les entités du Groupe Deschênes -- il y en a 16 au total, donc c'est 16 compagnies distinctes -- opèrent de façon autonome tout en ayant en place une structure qui leur permet de se supporter mutuellement par des rencontres régulières, dans un but de partage de connaissances, des compétences, des meilleures pratiques et des ressources autant matérielles qu'humaines. La priorisation de l'entraide au sein du groupe nous permet de satisfaire les enjeux d'embauche quand il y en a. Mais, en fait, il n'y en a pas souvent. On réussit bien.

20

Nous concentrons aussi nos efforts sur l'automatisation de nos processus. Donc, c'est sûr qu'on regarde ce qu'on fait actuellement. On voit Falco s'en venir. On se dit : « Bien, qu'est-ce qu'on peut... comment on peut mieux travailler avec ce qu'on a déjà? » Puis je suis certaine que toutes les entreprises à Rouyn-Noranda pourraient faire le même exercice puis elles vont arriver à des progrès là-dessus.

25

Juste chez nous, juste en adoptant une politique sans papier puis en intégrant l'automatisation des payables, on est passé de deux à cinq -- de cinq à deux employés. On n'a pas mis personne à pied, ça s'est fait graduellement, on est allé doucement à mesure que les retraites se prenaient. Mais on est à bout de ne pas devoir les remplacer parce qu'on traitait tout sur le *cloud* comme... Donc ça, c'est carrément des trucs que d'autres entreprises peuvent utiliser. On n'a pas fini, on a fait les payables, mais on veut aussi... comme projet, on a d'automatiser la prise de commandes, le suivi d'inventaire puis, dans le fond, n'importe quel autre élément qu'on peut faire sans avoir besoin de personnel. Aujourd'hui, les solutions modernes comme les technologies à distance, la robotisation, le travail flexible ou encore le télétravail facilitent la gestion des effectifs.

30

35

L'immigration joue un rôle clé, avec de nombreux exemples de succès. Notamment en région, on a Blais Industries, Le Groupe Dion, Technosub, Morasse Poutine, McDonald's en ville, qui font toutes appel à des travailleurs étrangers. D'ailleurs, Morasse Poutine, McDonald's, ont été acquis par des gens

40

de l'étranger. Donc, tous ces gens-là, ils s'intègrent au tissu social.

5 D'autres exemples pour ça : à La Sarre, ils ont développé un projet d'attractivité : ça s'appelle la Grande Séduction. Donc, avec ce regroupement-là, bien, ils ont réussi à attirer des nouveaux arrivants pour combler des postes manquants en soins de santé.

10 Ça fait que, pour moi, pour nous, pour Marcel Baril, il n'y a pas de raison pour que Rouyn-Noranda ne relève pas le défi de la main-d'oeuvre, d'autant plus que Falco estime avoir cinq années devant elle pour se préparer, et que les centres d'enseignement -- comme on a entendu monsieur Blais tantôt -- sont déjà prêts à adapter leur offre de formation pour répondre à la demande anticipée.

15 Enfin, les retraités représentent aussi une ressource non négligeable. La population est vieillissante. Ça, c'est plus... Je l'ai mis dans mon mémoire, mais bon, mon conjoint, qui est à la retraite, il plaisante souvent : il a juste hâte de pouvoir aller travailler pour Falco comme commissionnaire puis se promenant en pick-up puis faire les commissions! Ça fait qu'il y a des gens comme ça qui... Il était enseignant, il ne voudrait pas retourner enseigner, mais il serait prêt à faire quelque chose de différent comme ça. Puis chez Marcel Baril, bien, on embauche aussi des personnes qui sont à la retraite, qui veulent retrouver un peu de travail. On l'a fait dernièrement, là, une personne de 70 ans. On en a quelques-uns à notre emploi.

20 Deuxième enjeu : le logement. Donc, pour nous, bien, les enjeux concernant le logement, ça devient une opportunité -- pas juste pour nous, pour les promoteurs aussi -- mais Marcel Baril, comme j'expliquais tantôt, oui, est spécialisé dans le secteur minier, mais aussi dans la plomberie, la construction, l'égout-aqueduc. Ça fait que, nous venons de finaliser un projet de 60 unités avec un client, et ce même client vient de lancer un autre projet de 60 unités ici même à Rouyn-Noranda. Donc, les promoteurs sont actifs, les projets affluent, puis nous sommes très confiants que cet enjeu sera une occasion de développement pour la ville de Rouyn-Noranda.

30 Le projet Falco Horne 5 incite déjà les promoteurs à s'activer. Selon nous, il n'y a pas de véritable problématique. Il s'agit d'un ajustement structurel qui sera bienvenu pour le dynamisme de la ville.

35 On a beaucoup aussi aimé l'idée que Falco a avancée de construire des logements pour les travailleurs. Donc, la construction des logements pour ces travailleurs-là pourra être éventuellement convertie en habitations abordables. Puis je ne serais pas inquiète qu'ils réalisent un projet de cette façon-là; je pense qu'ils l'ont déjà prouvé, avec l'école de Polymétier puis... qu'ils sont prêts à investir dans la société de Rouyn-Noranda.

40 D'ailleurs, l'Abitibi a une longue histoire avec les grands projets. Là, ça fait un peu plus loin, mais à l'arrivée de la mine Noranda, ils ont construit des maisons qu'on appelle les « maisons de mine » qui

ont été construites à l'époque, puis à Val-d'Or, vous pouvez encore les visiter : il y a un quartier qui s'appelle Bourlamaque, puis ça a été des maisons construites pour accueillir les travailleurs de l'étranger lors des développements miniers dans ce secteur-là.

5 Donc, nous sommes d'avis que les entrepreneurs d'Abitibi sont prêts. On a une feuille de route convaincante. Je suis moi-même née à Rouyn-Noranda, car mon grand-père est venu s'y établir pour travailler dans les mines à l'époque; ma mère est restée, d'où moi!

10 Lors du lancement des activités de la mine Horne en 1927, il n'y avait ni logement ni école, ni travailleur à Rouyn-Noranda. C'est grâce à des entrepreneurs visionnaires et des investissements d'envergure comme ceux que propose Falco aujourd'hui que la ville s'est développée et a prospéré. En 1931, elle a même été nommée la deuxième ville la plus cosmopolite du Québec. Un ratio d'une personne sur quatre provenait de l'extérieur du pays. Les Polonais formaient le groupe le plus nombreux; les Italiens venaient ensuite, suivis des Yougoslaves, Français, Allemands, Ukrainiens.

15 Donc, notre espoir démontre la capacité à relever le défi d'un nouveau projet d'envergure. Pour ma part, c'est origines allemandes-irlandaises.

20 Finalement, la vision de Marcel Baril est que l'ampleur des investissements prévus par Falco enclenchera un cercle vertueux de croissance et de diversification économique pour la ville, entraînant des investissements supplémentaires dans le logement, dans le développement de places en CPE, dans les services, et cetera, au bénéfice de l'attractivité de la ville et de sa population.

25 Nous appuyons donc sans réserve le projet Falco Horne 5 et espérons que la commission sera en apprécier la pertinence pour notre ville et notre région.

25

LE PRÉSIDENT :

Merci, madame. — Madame Meloche.

30 **M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :**

Ça s'est bien passé?

35 **M^{me} MARIA TURPIN :**

Oui, merci!

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

40 Bon. Bien, ça m'intéresse de vous entendre parler davantage de l'accueil des immigrants...

M^{me} MARIA TURPIN :

Oui.

5 **M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :**

... parce qu'on voit que c'est une solution qui est déployée. Je ne vous cacherai pas que quand on s'est promené, on a entendu toutes sortes de choses. J'aimerais ça vous entendre sur : est-ce que vous trouvez que ces gens-là sont bien accueillis? Comment ça se passe, concrètement?

10

M^{me} MARIA TURPIN :

Bien, je n'ai jamais participé personnellement, mais je sais que la Ville a un comité d'accueil puis ils font une fête annuelle pour l'accueil des nouveaux arrivants. Ils invitent toute la population évidemment, puis c'est toujours sur ma liste de *to-do* d'y aller, mais oui, effectivement... bien, en tout cas, personnellement, je trouve qu'il y a un bel accueil. Moi, quand je vais me faire servir puis je vois que les gens de l'étranger sont là, je suis vraiment contente, parce qu'on a besoin d'eux. On ne fait pas assez d'enfants, ça fait qu'on a besoin de l'immigration, puis ça, ce n'est pas juste ici, je pense, à Rouyn-Noranda : c'est un peu partout au Québec et au Canada.

15
20

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

Quand je dis « on entend toutes sortes de choses »...

25 **M^{me} MARIA TURPIN :**

Oui.

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

30

... c'est qu'il y a des gens qui disent : « On préférerait que ce soit des gens d'ici qu'on... On travaille sur les cycles miniers, tout ça, puis on est optimistes qu'on va être capable d'embaucher localement. » Mais d'un autre côté, il y a beaucoup d'entrepreneurs qui nous disent : « Bien, on n'a pas le choix, il faut aller chercher à l'étranger », puis même il y en a qui disent : « On n'a pas le choix, il faut faire du fly in fly out. » On essaie de voir...

35

M^{me} MARIA TURPIN :

Bien, il y a le cycle minier, oui, parce que c'est sûr que, des fois, il y en a une qui commence puis l'autre ferme, donc il y a comme un transfert d'employés qui se fait. Ça se fait aussi au niveau des

40

industries. Juste dernièrement, je pense que l'industrie forestière en Abitibi près de Val-d'Or, ils ont fermé trois, quatre usines. Donc, est-ce que c'est permanent, temporaire? Mais ça se peut que ces employés-là se dirigent vers...

5 Donc, quand qu'on parle de... Ce n'est pas nécessairement 900 emplois à la construction ou 500 par la suite. C'est peut-être... Ce n'est pas un net, net, je dirais. Peut-être qu'il va y avoir du transfert d'emplois, comme on dit, par une mine qui ferme, une mine qui rouvre, mais s'il n'y en a pas, de ce transfert-là, bien, je pense que l'immigration, t'sais, je ne suis pas sûre qu'elle va pouvoir couvrir la
10 totalité. Je n'ai pas fait des études, je n'ai pas analysé en détail, je n'ai pas fait de recherches par rapport à ça, mais je pense que, possiblement, que ça va -- pourrait prendre de l'immigration, là, puis -- un peu, toujours bien, là. En tout cas, moi, je proviens de là. Je ne suis pas... je viens d'un immigrant, tout simplement, puis je pense que la majorité de la population ici l'est aussi, là, ça fait que ce n'est pas rien qui est effrayant, puis je ne pense pas que ça va être en totalité ça. Je pense qu'il va y en avoir une
15 partie puis il ne faut pas fermer la porte sur rien.

15 **M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :**

 Merci. Je vais passer la parole à mon collègue, monsieur Lessard.

20 **M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :**

 Merci. Bonsoir.

25 **M^{me} MARIA TURPIN :**

25 Bonsoir.

30 **M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :**

30 J'ai une petite question. Je reviendrai à votre conclusion...

35 **M^{me} MARIA TURPIN :**

35 Oui.

40 **M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :**

40 ... je crois peut-être un peu plus loin, là. Vous mentionnez, donc, dans votre conclusion que considérant :

«... l'ampleur des investissements prévus par Falco, [donc ça] enclenchera un "cercle vertueux" de croissance et de diversification économique pour la ville, entraînant des investissements supplémentaires. »

5 Là, vous mentionnez à différents niveaux : logement, places en CPE, les services, et cetera. Donc, on se demandait : comment vous voyez le financement de ces investissements-là puis, selon vous, dans quelle mesure il y a une part qui devrait être assumée par Falco? Avez-vous un peu une idée par rapport à ça?

10 **M^{me} MARIA TURPIN :**

 Je n'ai pas d'idée des mesures, mais ce que je pense, c'est que je vois beaucoup de concertation puis de communication par rapport aux besoins. Puis, évidemment, je crois, en tout cas, pour avoir vu ce que j'ai vu à date, j'ai confiance que s'il y a des besoins, ils vont être là. Mais sinon, les promoteurs, comme présentement, les 60 logements ou les 120 logements qui viennent d'être construits, ils n'ont pas demandé de l'argent à personne. Il ont développé puis ils ont construit, puis ils sont autonomes.

20 Ça fait que, oui, je m'attends... Parce que toutes les... En 1927, quand il n'y avait rien à Noranda... Il y a énormément d'infrastructures qui existent ici à cause de la mine Noranda : le centre récréatif, le club de curling, c'est toutes des choses qui avaient été construites par la mine à l'époque. C'est sûr qu'ils le font moins aujourd'hui, c'est souvent les villes qui vont développer ces choses-là, mais je ne vois pas pourquoi que Falco ne pourrait pas un peu aussi être comme le précédent... la continuité un peu d'Osisko, oui.

25 **M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :**

 Oui. Donc, c'est des choses qui demeurent, dans le fond, aussi à discuter, je comprends bien aussi, avec l'entreprise?

30 **M^{me} MARIA TURPIN :**

 Oui.

35 **M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :**

 C'est ça? C'est bien, merci.

40 **LE PRÉSIDENT :**

 J'aurais juste une petite question. Vous avez indiqué plusieurs initiatives que vous avez prises...

M^{me} MARIA TURPIN :

Oui.

5 **LE PRÉSIDENT :**

... pour réduire le recours aux travailleurs...

10 **M^{me} MARIA TURPIN :**

Oui.

LE PRÉSIDENT :

15 ... notamment que ce soit les payes, l'automatisation, mais vous avez utilisé une phrase, vous avez dit : « On travaille très fort »... attendez. « On travaille plus fort pour garder nos employés. »

M^{me} MARIA TURPIN :

20 Oui.

LE PRÉSIDENT :

25 Et je voulais savoir à quel niveau : est-ce que ce sont... vous parlez des conditions de travail en général? [Indiscernable].

M^{me} MARIA TURPIN :

30 Non. Bien, je veux dire on... C'est sûr qu'on est... Comme disait le monsieur de tantôt, c'est sûr qu'on a toujours l'effet que nos travailleurs d'entrepôts peuvent aller travailler dans une minière puis ils vont gagner plus cher. Ça fait que, cette réalité existe déjà. Donc, c'est sûr qu'on veut être plus *cute*, on est plus familial. Ils ont accès aux patrons -- mon patron, d'ailleurs, il est ici à m'encourager derrière. Ça fait qu'on leur offre... on essaie d'offrir des choses qu'une petite entreprise est plus en mesure d'offrir pour les retenir que peut-être une grande entreprise où ce que tu as plus de risques d'être un numéro dans l'ensemble.

40 J'ai deux employés présentement qui nous proviennent de minières parce qu'ils préféraient travailler dans une petite entreprise, proche des gens. Ça fait que, je pense qu'il y en a pour tout le monde. Il y en a qui vont préférer aller dans la mine; il y en a qui vont préférer être chez nous, mais pour qu'ils viennent chez nous, on veut être *cutel*!

LE PRÉSIDENT :

Très bien. Merci beaucoup, madame.

5 J'appelle maintenant monsieur Marc Turcotte. Après quoi, nous prendrons une pause.

**M. MARC TURCOTTE
ASDR (DM57)**

10

M. MARC TURCOTTE :

Bonsoir.

15

LE PRÉSIDENT :

Bonsoir, monsieur.

20

M. MARC TURCOTTE :

Monsieur le président, madame la commissaire, monsieur le commissaire, bonsoir.

25

Donc, je me présente, Marc Turcotte. Je suis le représentant du groupe ASDR Canada et v.-p. de la division Traitement des eaux du groupe, et ce, depuis 2008. Je suis aussi un des copropriétaires et fondateurs de l'entreprise. Donc, je suis ici ce soir pour vous présenter un bref résumé du mémoire que ASDR a déposé au Bureau des audiences publiques le 24 septembre dernier en référence avec le projet Falco.

30

Donc, pour débiter, voici un court résumé de qui est ASDR.

35

Donc, l'entreprise a été fondée en 2006 en Abitibi-Témiscamingue. On est une entreprise qui fournit des solutions clés en main novatrices, dédiées au secteur minier, forestier, industriel et municipal aussi. Nos ateliers et notre siège social est à Malartic. On est basé en Abitibi depuis les tout débuts. Nous pouvons compter aujourd'hui sur six bureaux répartis en Abitibi-Témiscamingue. On a un bureau à Laval, bureau à Caraquet au Nouveau-Brunswick, bureau à Casablanca, donc au Maroc. Nos gammes de produits et services sont réparties entre la gestion de projets d'ingénierie, le traitement des eaux, la fabrication sur mesure et aussi le service industriel.

40

Donc, aujourd'hui, ASDR peut compter sur 400 employés qui sont... Nous sommes convaincus aussi que notre succès est attribué à notre esprit de pionniers. Ce qui démarque ASDR dans le marché,

5 il y a la synergie unique que nous avons réussi à développer au travers nos différents pôles d'excellence. Pour certains, on peut appeler ça une division, nos différentes divisions, ce qui nous permet de fournir des solutions plus complètes à nos clients. On est vraiment une entreprise intégrée verticalement qui permet de faire une structure organisationnelle du début à la fin d'un projet, de là l'importance des projets clés en main pour ASDR.

10 Le service que nous voulons promouvoir a pour but d'offrir à nos clients une tranquillité d'esprit, sachant qu'ASDR peut prendre en charge leurs projets de l'ingénierie à l'opération. C'est vraiment important pour nous.

15 Un autre élément qui distingue ASDR : notre capacité à développer des technologies de pointe afin de compléter les besoins de nos clients. L'innovation, pour nous, est très importante. On croit à l'innovation. La mine 4.0, on y croit, puis l'industrie minière et un fervent de cette nouvelle technologie là, cette nouvelle approche.

20 Donc, le groupe ASDR est à la base une équipe minière, des gens avec une grande expertise allant de la construction à l'opération, et aussi plusieurs projets qu'on a travaillé aussi dans les fermetures de mines. Donc, notre expertise peut sembler normale et même ordinaire quand nous sommes en Abitibi, parce qu'on est dans une zone minière ici, en Abitibi. Quand on va sur la Côte-Nord ou en Ontario, on est comme tout le monde. Par contre, quand on sort de notre région, Abitibi, ou de notre Québec natal, nous comprenons que nous sommes perçus comme des experts miniers, rien de moins. On le voit quand on fait de l'international, parce qu'on travaille beaucoup au Maroc, on travaille beaucoup aussi en Irlande du Nord et aussi dans d'autres pays : le Portugal et l'Espagne.

25 Comment nous avons développé cette expertise qui, au départ, pour certains, semble anodine? En participant collectivement à bâtir des projets miniers. Comment on a bâti cette expertise? C'est en participant collectivement à bâtir des projets miniers d'exception comme celui de Falco, et ce, pas n'importe où : dans notre région minière, une région prospère, une région innovante, une région où il fait bon vivre. C'est l'Abitibi. On est bien, on a des beaux projets ici, on a des projets porteurs qui fait en sorte que l'Abitibi reste une région qui est primée, qui permet aussi de garder nos cerveaux, de limiter l'exode des cerveaux par l'extrait des salaires, l'attrait des emplois qui sont ici.

35 Maintenant, si on parle des intérêts d'ASDR dans le projet Falco, de toute évidence, le développement d'un projet comme Falco intéresse ASDR, on ne se le cachera pas. Au fil du temps, ASDR a développé une expertise d'ingénierie et de gestion de projets pour mieux bâtir les infrastructures minières afin de protéger le public et d'en faire des infrastructures durables.

40 On peut penser au projet d'Opinaca qu'on a travaillé depuis les tout débuts, au projet Opinaca qu'on est encore là aujourd'hui, d'Éléonore. Au fil du temps, on a aussi développé une expertise dans le traitement des eaux dans le but de protéger l'environnement contre la pollution d'une de nos richesses

les plus importantes qui est l'eau.

5 Comme toutes les entreprises, ASDR a ses défis de main-d'oeuvre, on ne se le cachera pas, mais comme plusieurs, nous avons mis des plans en place comme la décentralisation de nos places d'affaires, l'embauche de travailleurs étrangers, la mise en place de relations avec les Premières Nations et l'automatisation de certaines de nos activités. Au final, tout ce que nous avons mis en place est toujours dans le but de mieux servir l'industrie minière et de rester compétitif dans nos façons de faire.

10 L'arrivée d'un tel projet dans la région est une belle opportunité pour ASDR, et ce, dans le but de poursuivre sa croissance tout en assurant une pérennité à ces 400 familles qui y travaillent en ce moment. Dans le secteur minier, l'annonce d'un nouveau projet est généralement accueillie avec optimisme. Toutefois, pour certains, cela peut susciter une préoccupation, notamment en raison des défis liés à la proximité d'un tel projet en raison de sa zone urbaine. On ne se le cachera pas.

15 Par contre, les dirigeants de Falco sont en grande partie des gens d'ici, des experts dans le domaine qui sont entourés d'entreprises expertes comme ASDR et les entreprises de la région. Je suis persuadé qu'il y aura plus de bons côtés à un projet que de mauvais. On en est convaincus.

20 Il ne faut pas oublier que depuis plusieurs années, les corporations minières ont su faire en sorte de devenir et de rester de très bons partenaires corporatifs. Nous sommes convaincus que la minière Falco ne fera pas d'exception et qu'elle fera en sorte d'assurer de respecter les normes les plus strictes. L'industrie minière est en constante évolution, comme sont les normes réglementaires qui encadrent un tel projet. Un bel exemple de réussite, c'est le projet Canadian Malartic qui fut bâti en bonne partie par l'équipe que vous trouvez aujourd'hui sur le projet Falco.

25 Si on parle des retombées économiques d'un tel projet, pour une région en faible densité de population comme la nôtre, nous disposons d'infrastructures remarquables, de festivals d'envergure et de projets porteurs tels que la Maison d'hébergement régional en oncologie, le Centre Agnico-Eagle, le Centre lamgold, les festivals de l'humour, Osisko en lumière et bien d'autres.

30 Parmi tous ces projets, les principaux contributeurs financiers sont, sans exception, des entreprises prospérant dans le secteur minier. L'implication des entreprises et des minières dans la région est un incontournable, voire même nécessaire pour l'ensemble de notre population. L'économie locale en est grandement gagnante là-dedans.

35 La venue d'un tel projet se veut une richesse importante pour les entreprises régionales par ses besoins en termes de produits et de services qu'elles devront combler tout au long de la vie du projet. Il ne faut surtout pas oublier les nombreux travailleurs des entreprises régionales ainsi que les familles qui pourront profiter d'une opportunité de pouvoir travailler en région sans devoir s'expatrier loin de leur

5 famille.

10 La venue d'un projet régional est vraiment importante quand on pense qu'il y a beaucoup de projets qui sont dans le Nord où ce que beaucoup de familles puis de pères de famille et de mères de famille qui doivent faire du fly in fly out, mettre en veilleuse leur famille et de voir grandir leurs enfants. Donc, on voit comme d'un très bon oeil d'avoir un projet comme Falco qui peut permettre de peut-être à plusieurs pères et mères de famille de se rapprocher de leurs enfants. C'est très, très important.

15 En nous basant sur le vécu d'ASDR comme citoyen de Malartic, et ce, à proximité de la mine -- donc, on est là depuis les tout débuts de la mine Canadian Malartic -- aujourd'hui encore, on se considère comme un citoyen, un partenaire de celle-ci.

20 Donc, ASDR ne peut qu'être favorable au projet Falco. Il est cependant important de réfléchir collectivement et de prévoir maintenant l'après-mine afin de maximiser l'utilisation du temps qui nous sépare de cet objectif. La vague de positivisme qu'apporterait ce projet de société permettrait le plein développement de la collectivité et l'atténuation des craintes liées à l'avenir. C'est aussi avec des projets d'ampleur comme celui de Falco que les régions pourront contrer l'exode de nos talents au détriment des grands centres, car il est extrêmement important de garder nos talents en région.

25 Donc, en conclusion, comme citoyen, père de famille et entrepreneur, je crois sincèrement que le projet Falco, comme tous les projets miniers bâtis par des entreprises responsables, des entreprises canadiennes, doit voir le jour. Merci.

30 **LE PRÉSIDENT :**

Merci à vous. Donc, votre entreprise fabrique des équipements qui favorisent la recirculation de l'eau?

35 **M. MARC TURCOTTE :**

Oui.

40 **LE PRÉSIDENT :**

Dans le projet actuel, quels sont les défis qui se posent là-dessus par rapport à la recirculation prévue de l'eau dans la mine?

M. MARC TURCOTTE :

Aujourd'hui, les enjeux majeurs du projet Falco sont quand même les contaminants présents, on

ne se le cachera pas. Il y a beaucoup de sulfates, beaucoup de fer. C'est des contaminants qui sont gérables, qui sont traitables, donc l'enjeu, c'est vraiment le coût de traiter ces produits-là. Ce n'est pas la complication de le faire, mais c'est vraiment juste les coûts d'OPEX qu'ils vont engendrer.

5 Les gens de Falco... pour avoir travaillé avec les gens de Falco depuis le tout début du projet -- on a même fait des projets pilotes pour justement valider la chaîne de traitement avec eux -- donc, on est très au fait des enjeux. Mais on a quand même...

LE PRÉSIDENT :

10

Mais est-ce que ça prend des équipements particuliers à cause de...?

M. MARC TURCOTTE :

15

Non, ça ne prend pas des équipements particuliers : ça prend juste une injection de produits qui est plus complexe, plus en volume qu'à l'habitude. Mais ce n'est pas des contaminants qui sont hors du commun à gérer. Donc, on le fait déjà dans d'autres minières à travers le monde. Le Maroc, l'Espagne et le Portugal sont aux prises avec les mêmes contaminants que le projet Falco. C'est des choses qu'on fait déjà dans le traitement dans ces secteurs-là.

20

LE PRÉSIDENT :

25

Est-ce que ces produits-là peuvent entraîner éventuellement une... ça requiert le remplacement éventuel de certaines infrastructures parce qu'elles vont s'user plus rapidement à cause de ces produits chimiques?

M. MARC TURCOTTE :

30

Non, pas du tout...

LE PRÉSIDENT :

Pas du tout?

35

M. MARC TURCOTTE :

40

... parce que c'est un produit qui est utilisé dans l'industrie minière actuellement qui... quand on parle de chaux active ou de la chaux vive. Ce n'est pas des contaminants qui sont difficiles à traiter. Ce n'est pas une technologie qui est innovatrice, qui va être nouveau, qui n'est pas connue : c'est vraiment quelque chose qui est un standard dans l'industrie pour traiter les sulfates et les métaux lourds, donc...

LE PRÉSIDENT :

Vous indiquez également que vous faites... pour relever le défi de la main-d'oeuvre...

5 **M. MARC TURCOTTE :**

Oui.

10 **LE PRÉSIDENT :**

... vous avez établi des relations avec les Premières Nations; combien de travailleurs -- vous avez 400 travailleurs -- combien de travailleurs proviennent des Premières Nations?

15 **M. MARC TURCOTTE :**

Les Premières Nations, pour ASDR, on travaille en fonction des projets dans le Grand Nord. Donc, on crée des ententes avec les Inuits, avec une compagnie qui est Sarliaq, avec un... en partenariat avec le Groupe Dion. On va utiliser les travailleurs *locals* pour intégrer dans nos projets locaux qui sont dans le Grand Nord. En Abitibi, on a fait venir des gens du Sénégal justement pour contrer le manque de main-d'oeuvre comme toute l'industrie le fait.

20
25 Puis aussi, pour contrer la portion hébergement, bien, on a fait l'acquisition d'un hôtel à Malartic justement pour loger nos travailleurs de l'extérieur de la région, parce qu'on fait venir des travailleurs du Nouveau-Brunswick, on fait venir des travailleurs du Lac-Saint-Jean pour justement combler les besoins manquants de ressources locales et aussi pour nos travailleurs immigrants qui viennent de l'international.

30 **LE PRÉSIDENT :**

Mais pour les ressources régionales, est-ce que vous faites appel aux Premières Nations?

35 **M. MARC TURCOTTE :**

Pas particulièrement, parce que nos ententes sont plus en haut du 49e parallèle en ce moment.

LE PRÉSIDENT :

40 Excusez-moi, je n'ai pas compris

M. MARC TURCOTTE :

Parce que nos ententes avec les Premières Nations sont toutes en haut du 49e parallèle, soit plus dans le Nord-du-Québec puis dans le Nord de l'Ontario en ce moment.

5

LE PRÉSIDENT :

Pourquoi?

10

M. MARC TURCOTTE :

À cause du fait qu'on a plus de facilité à intégrer les gens locaux, puis ici, en région, il y a l'industrie minière qui le fait déjà très bien. Donc, on se voit mal d'aller dans le même secteur qu'une industrie minière. On pense à des Canadian Malartic ou des Agnico-Eagle qui travaillent déjà avec les ententes autochtones régionales. Donc, on veut diversifier, donc aller chercher des Sénégalais qui sont, pour nous, un apport plus facile à gérer que d'aller chercher dans qu'est-ce que les minières font déjà.

15

On ne se le cachera pas, l'industrie minière, pour une entreprise comme ASDR, reste quand même... c'est un défi de rétention de main-d'oeuvre. L'industrie minière paye beaucoup plus. On fait beaucoup de sous-location à l'industrie minière, donc... En plus, on envoie nos employés faire des travaux chez le client. Donc, ils sont en mesure de bien évaluer le potentiel de l'individu. Donc, quand qu'il vient le temps de faire des offres de rétention de main-d'oeuvre, ça devient de plus en plus difficile.

20

LE PRÉSIDENT :

Juste une question de curiosité.

25

M. MARC TURCOTTE :

Oui.

30

LE PRÉSIDENT :

Pourquoi le Sénégal?

35

M. MARC TURCOTTE :

Bien, à cause des employés qu'on avait déjà. J'ai un chimiste qui est Sénégalais. Donc, avec l'attraction qu'on a dans son pays, lui, il était capable de faire des ententes avec les gens *locals*, ça fait que c'était plus facile, l'intégration. Un : la barrière de langue, la francophonie. De faire entrer des

40

Péruviens ou des gens de l'Espagne, ou du Portugal, bien, c'est souvent la barrière de la langue qui devient difficile avec l'espagnol, tandis que le Sénégal, elle est déjà là. On a déjà fait des projets au Sénégal, on a un partenaire qui est au Sénégal aussi, ça fait que c'est tout le temps une question de synergie.

5

LE PRÉSIDENT :

Bon. Une dernière question.

10

M. MARC TURCOTTE :

Bien oui.

LE PRÉSIDENT :

15

Vous dites que le projet Falco est un projet d'exception; qu'est-ce que vous trouvez d'exceptionnel?

M. MARC TURCOTTE :

20

Bien, je trouve exceptionnel, c'est le volume d'eau, le positionnement stratégique. C'est une mine qui est déjà existante. Je trouve ça intéressant de voir qu'on va réutiliser des infrastructures qui sont déjà là. Il va y avoir une réhabilitation. La portion aussi de, comme le mentionnait un collègue tantôt, de réutiliser des sites orphelins justement pour aider justement aux fermetures, pour aller gérer un peu les risques environnementaux qui sont sur les sites orphelins en ce moment.

25

Je vois aussi une entreprise qui est vraiment tournée du côté environnemental pour travailler avec eux depuis longtemps. Donc, toutes les actions qui sont prises sont prises dans le sens d'atteindre les objectifs, puis ça, c'est ultra-important. Puis c'est le fait aussi que Rouyn-Noranda, en ce moment, avec tout ce qui se passe dans les nouvelles, avec ce qui se passe avec Glencore, je pense que ça devient comme aussi une belle réussite qu'il peut y avoir pour justement enlever un peu l'ombre qu'on peut avoir sur l'industrie minière en région.

30

LE PRÉSIDENT :

35

Monsieur, merci beaucoup.

M. MARC TURCOTTE :

40

Merci.

LE PRÉSIDENT :

Nous arrêtons une quinzaine de minutes.

5

**PAUSE DE QUELQUES MINUTES
REPRISE DE LA SÉANCE**

10

LE PRÉSIDENT :

Mesdames, messieurs, nous reprenons immédiatement nos travaux en invitant monsieur Martin Duclos.

15

M. MARTIN DUCLOS (présentation verbale)

M. MARTIN DUCLOS :

20

Monsieur le président, madame la commissaire, monsieur le commissaire. Bien, d'entrée de jeu, je vais vous dire que je suis très nerveux. Oui. Intimidé, même, malgré que j'ai assisté à l'ensemble des travaux jusqu'à maintenant, de la commission.

25

En toute franchise, j'ai essayé de me limiter dans mon rôle d'initiateur, comme vous le savez, mais j'en ai été incapable. L'analogie que je préfère : j'ai deux oreilles; une qui était celle de l'initiateur, mais j'ai l'autre, celle du citoyen de Rouyn. J'ai hésité beaucoup, j'y ai pensé beaucoup. Jusqu'à l'ouverture du registre tout à l'heure, cinq minutes avant, je n'étais pas sûr encore. Mais finalement, je me suis dit : « Bon, allons-y ».

30

Je voudrais apporter certains angles un peu différents, nuancer, peut-être, certaines choses que j'ai entendues en cours de session, en première partie, bien sûr, mais également au cours des derniers jours.

35

LE PRÉSIDENT :

Je voudrais juste m'assurer d'une chose. Quand vous dites « nuancer », on ne veut pas aller dans les rectificatifs.

40

M. MARTIN DUCLOS :

Non, absolument pas. Absolument pas.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Vous êtes là pour vous exprimer, pour donner votre opinion.

10 **M. MARTIN DUCLOS :**

Oui, comme citoyen, absolument, puis je n'irai pas dans le technique non plus.

LE PRÉSIDENT :

15 D'accord.

M. MARTIN DUCLOS :

20 Ce n'est pas du tout mon intention. D'ailleurs, c'était la prochaine phrase. Vous le constaterez par mes propos, dans mes notes.

25 Donc, je me présente, Martin Duclos. Je suis citoyen de Rouyn-Noranda. J'ai habité l'essentiel de ma vie ici. J'ai quitté quelques années pour les études, mais sinon, j'ai fait ma vie ici. Mes parents sont ici. — Bonsoir. — Mes sœurs sont ici. J'ai trois de mes enfants qui sont ici. J'en ai deux, par contre, qui sont hors région, puis je vais y revenir un petit peu plus tard.

30 Je vous avouerai que je vais probablement être un peu émotif, parce que ma ville, ma région, je les aime profondément, mais vraiment profondément. Ça a dirigé beaucoup, je dirais beaucoup de décisions au cours de ma vie, et des décisions professionnelles. Mes grands-parents sont même des colons, c'est-à-dire que les quatre, mes grands-parents du côté paternel comme mes grands-parents du côté maternel, ont développé la région ici à la force de leurs bras. Ils se sont en venus ici au détour des années 40, peut-être un peu avant, et ils ont développé, ils ont ouvert, défriché littéralement, en Abitibi et au Témiscamingue.

35 Quand je vois tout ce qu'on a pu construire ici en Abitibi au cours des dernières décennies, ça me rend vraiment fier. J'ai quand même des souvenirs de ce qui était même ma ville dans les années 70 -- je trahis un peu mon âge ici -- mais je me souviens bien de ce que c'était. On est loin de cette époque-là. On a vraiment su développer. On s'est construit un milieu où il fait vraiment bon vivre. On a vu monsieur Blais un petit peu plus tôt, le cégep, l'université, c'est des fiertés. Vraiment, c'est des fiertés
40 pour nous.

5 La ZIM -- puis je vous parle vraiment comme citoyen -- la ZIM, je la vois d'un très, très, très bon
oeil aussi pour ce que ça pourrait apporter à notre région. Est-ce qu'on imaginerait la Gaspésie sans
pêcheurs? Est-ce qu'on imaginerait le Lac-Saint-Jean sans son agriculture ou sans ses exploitations
forestières? Est-ce donc qu'on pourrait imaginer l'Abitibi sans ses mines? Non. C'est le lot des régions
ressources. C'est ce que nous sommes : nous sommes une région ressource, on ne peut pas le nier,
c'est ça qu'on est. Puis je crois que, fondamentalement, la grande majorité des citoyens de la région
l'accepte et en est même fière, je dirais. Nous sommes une région ressource, nous sommes une région
minière.

10 Ceci dit, ça amène ses lots de bonnes choses, mais parfois, des choses plus difficiles. Au cours
des dernières journées, je sais que certaines personnes ont abordé la question des cycles miniers.
Personnellement, j'en ai vécu. Je me souviens d'un cycle dans les années 80. C'est sûr, j'étais plus
jeune, mais je voyais quand même l'effet que ça avait, je voyais ce qui se passait sur les familles
voisines.

15 J'ai une chance, c'est que mes parents sont des enseignants, les deux, donc on ne vivait pas
directement des ressources naturelles. Par contre, ce n'était pas le lot de mes voisins, de mes amis
avec lesquels je jouais au hockey dans la rue. Avec ces cycles-là -- non, je vais même faire un pas de
retour... un pas en arrière. Je parlais du cycle des années 80, mais je vais vous parler du bas de cycle,
20 aussi, des années 90. C'est le moment où, moi, je suis revenu des études. On était en plein cycle
baissier, disons ça comme ça, c'était difficile. Mes amis avaient de la difficulté à se trouver de la job.
Moi, j'ai été chanceux : j'étais allé à l'école puis je me suis trouvé une job de fonctionnaire.

25 Dans ces années-là, bien, j'ai vu partir du monde. J'ai vu partir des parents, des amis. Le
chômage, avec tout ce que ça veut dire. J'ai vu des gens perdre leur maison. Mais dans une région
comme la nôtre, c'est ce que ça veut dire, les cycles miniers. Moi, je pense que pour pouvoir se mettre à
l'abri de ça, bien, il nous faut renouveler nos projets. On n'a pas le choix. Lorsqu'il est arrivé ces cycles
baissiers là, c'est un peu ça qui se passait, c'est qu'on a besoin d'un portfolio de projets. À une autre
30 époque, on avait un portfolio minier, mais un portfolio forestier aussi. Notre région était quand même
relativement bien développée du côté forestier. Malheureusement, il y a eu la crise forestière il y a
plusieurs années. Ce portfolio-là a diminué quand même de façon assez importante. Je vous dirais que
je regarde ce qui se passe au Témiscamingue ces jours-ci, ça nous touche aussi. Le Témiscamingue,
étant donné qu'ils sont beaucoup plus axés sur cette ressource-là plus spécifiquement le vivent très
difficilement actuellement -- on y va d'ailleurs, demain, tous, au Témiscamingue.

35 Donc, il faut renouveler ces projets-là. Il y en a qui vont fermer, il y en a qui vont diminuer leurs
activités, mais pour ça, pour ce faire, pour remplacer ça, bien, ça nous prend de nouveaux projets. Ces
projets-là ont la capacité -- puis je pense que ça a été abordé en long et en large, puis je ne rentrerai
pas dans le détail -- mais ça a la capacité nécessairement d'apporter de la vitalité dans nos villes. Ça la
40 rend beaucoup plus attractive.

Est-ce que je préférerais vivre dans une ville qui est en perte de vitalité ou une ville qui est dynamique? Je pense que poser la question, c'est y répondre par soi-même. Moi, ma famille qui est ici, mes enfants préféreront définitivement vivre dans une ville qui est en croissance que dans une ville qui est en décroissance.

5

Je vous ai parlé de mes enfants un peu plus tôt. Comme... comme -- excusez, là, ça va chercher les émotions -- comme père de famille, avec des enfants qui sont aux études depuis plusieurs, plusieurs années, 10-12 ans, à l'extérieur de la région -- parce que, vous le savez, on a une très bonne université, un très bon cégep, mais nécessairement, on ne peut pas donner toutes les formations -- ce que je souhaite le plus, c'est qu'ils voient cette attractivité-là et qu'ils aient le goût de revenir ici. J'ai le goût qu'ils reviennent s'installer chez nous. J'ai eu la chance, dans la dernière année et demie, d'en récupérer deux, mais j'aimerais bien récupérer les deux derniers aussi.

10

Au cours des dernières journées, j'ai entendu des phrases comme : « Les citoyens de Rouyn-Noranda pensent que... »; « Les citoyens de Rouyn-Noranda veulent que... »; « Nos intérêts comme citoyens de Rouyn-Noranda sont que... ». J'ai eu souvent l'impression de me faire agglomérer, si on peut me permettre le terme, dans certaines pensées qui ne sont pas les miennes. Je comprends très bien la situation actuelle dans ma ville qui influence nécessairement la réalité et l'anxiété, et donc l'opinion des gens de proximité, et peut-être une certaine partie de la population -- et quand je parle de proximité, on se comprend, je parle bien entendu de la situation de la Fonderie Horne.

15

20

J'en suis moi-même touché, nécessairement pas au même niveau que les gens qui habitent le quartier Notre-Dame, je n'habite pas ce quartier-là, mais ça me touche quand même parce que c'est mes concitoyens. Mais il faut quand même nuancer ces propos-là parce que ce ne sont pas nécessairement les propos de l'ensemble de la population. Nous sommes tous conscients de cette situation-là, nous sommes tous... Tous que nous sommes, nous n'acceptons pas cette situation-là.

25

Ceci dit, d'ici à ce que la mise en place des solutions soit faite, est-ce qu'on doit stagner, même, je dirais, régresser, le cas échéant? Non. Ce n'est pas ce que je veux, je vous l'ai dit tout à l'heure : je veux que ma ville soit et demeure -- demeure et soit attractive. Je vous l'ai dit, j'ai personnellement vécu difficilement ces départs-là lors des baisses de cycles miniers. Je ne veux plus que ça se produise. Je ne suis pas fou, je sais bien qu'on est une région minière et que ça pourrait se reproduire. Mais dans mes choix professionnels dans le passé, j'ai toujours visé justement à pouvoir avoir une certaine influence, voire travailler à un certain développement qui permettrait justement soit d'atténuer ou que ces cycles-là ne se produisent pas. Ce n'est pas moi tout seul qui va faire ça, c'est sûr, mais est-ce que je peux avoir une certaine influence à un certain niveau? Oui, et avec l'ensemble de mes concitoyens, pouvoir le faire.

30

35

Je veux que mes enfants aient envie de venir s'installer ici et y faire une belle vie telle que moi, mes parents, mes sœurs avons réussi à avoir. Si ces projets sont bien réalisés, bien gérés, je pense

40

qu'on a besoin de ces projets-là. Je pense qu'un projet comme Horne 5 en fait partie. Il doit être bien fait et bien géré. Voilà.

LE PRÉSIDENT :

5

Avez-vous terminé?

M. MARTIN DUCLOS :

10

Oui. Oui, désolé.

LE PRÉSIDENT :

15

Ah, d'accord. Je pensais que vous alliez poursuivre. Écoutez, je vais juste vous poser des questions de... juste pour comprendre un peu. Vous avez cinq enfants.

M. MARTIN DUCLOS :

20

Oui.

LE PRÉSIDENT :

25

Le fait que quelques-uns aient quitté la région, j'ai compris que c'est pour fins d'études, et donc que les programmes qui les intéressaient n'étaient malheureusement pas offerts ni par le cégep ni par l'université d'ici.

M. MARTIN DUCLOS :

30

Oui.

LE PRÉSIDENT :

35

Le fait d'avoir étudié dans des programmes qui ne sont pas offerts, de revenir à Rouyn pourrait favoriser la recherche d'un emploi?

M. MARTIN DUCLOS :

40

Je vous dirais que oui. Bon, je vais nuancer un petit peu. J'ai une de mes filles qui a fait ses études ici, mais elle était partie pour d'autres raisons, mais elle est revenue. Mais sinon, pour ce qui est de fins d'emploi, oui. Je ne veux pas trop m'éterniser, mais en quelques mots, ma fille, ma deuxième,

est revenue cette année avec sa conjointe. Elles ont été transférées... Elles travaillaient dans un CISSS, et elles ont été transférées dans le CISSS ici. Assez cocassement, elles m'ont dit, lorsqu'elles ont rencontré le CISSS ici, elles n'avaient pas l'impression d'être en entrevue : c'étaient plutôt elles qui faisaient l'entrevue, parce qu'elles étaient très désirées.

5

Ceci dit -- et ça, je vais le dire parce que je pense que c'est quand même important parce que l'attractivité de Rouyn ne se reflétera pas seulement que dans une situation -- Rouyn-Noranda, c'est une très, très belle ville. Ma fille et sa conjointe habitaient la région de Gatineau. Elles voulaient accéder à la propriété. C'était leur rêve. Or, dans ces régions-là, les prix à la propriété pour deux personnes fonctionnaires, des jeunes fonctionnaires de la classe moyenne, c'est exorbitant, elles n'étaient pas capables d'accéder à la propriété, et ici, en Abitibi, elles ont été capables. C'est encore possible ici. Ces rêves-là sont encore réalisables ici. Mais pour que ces rêves-là soient soutenus, bien entendu, il faut qu'il y ait une vitalité, il faut que la ville vive et non qu'elle régresse, bien entendu, comme je disais tout à l'heure.

10

15

LE PRÉSIDENT :

Mais vos enfants... est-ce que vos enfants vous ont exprimé leur souhait de revenir si... parce que la mine offrirait des possibilités d'emploi?

20

M. MARTIN DUCLOS :

Pas directement la mine, non. Ce n'est pas une question de... Aucun de mes enfants n'étudie dans le domaine minier, en fait. Ils sont dans les services santé, services sociaux, donc il n'y a aucun lien avec la mine. Mais, bien entendu, pour revenir, il faut qu'il y ait des jobs, puis c'est la vitalité qui amène les jobs, donc il y a un lien quand même à faire entre l'industrie qui nous tient en vie, l'industrie minière qui nous tient en vie en Abitibi-Témiscamingue, et ces autres jobs-là.

25

LE PRÉSIDENT :

30

Très bien, merci beaucoup...

M. MARTIN DUCLOS :

35

Merci.

LE PRÉSIDENT :

40

... pour votre témoignage.

J'appelle maintenant monsieur Simon-Pierre Morisset.

M. SIMON-PIERRE MORISSET
CENTRE DE GÉOMÉTALLURGIE (DM96)

M. SIMON-PIERRE MORISSET :

Bonjour. Donc, je me nomme Simon-Pierre Morisset. Je viens au nom d'une organisation, en fait, qui est en cours de constitution, qui se nomme le Centre de GéoMétallurgie. On est encore au stade de rencontrer toutes nos parties prenantes, en fait, qui vont graviter autour de notre organisation.

C'est beau de voir, bon, tout le questionnement qui se fait justement autour du projet Horne 5 lors des audiences précédentes. Et c'est un peu dans cet esprit collaboratif là qu'on veut développer l'entreprise... le Centre de GéoMétallurgie, qui ne va pas seulement impliquer les gens au niveau institutionnel -- parce qu'on a déjà des partenariats et des discussions avec, que ce soit l'IRME de l'UQAT, le CTRI du cégep, la ZIM, la Zone d'innovation minière, MISA -- mais aussi avec les nations Anishinabeg et la communauté de Rouyn-Noranda, en fait, qui ont des préoccupations, que ce soit environnementales ou sociales.

Donc, je vais commencer par me présenter personnellement. Ensuite de ça, je vais présenter vraiment la vocation du Centre de GéoMétallurgie, comme je vous disais, qui est une nouvelle organisation, et par la suite, je vais terminer en vous expliquant, à nos yeux, pourquoi le projet de Falco Horne 5 est un projet qui est vraiment structurant puis qui est bienvenu dans la communauté de Rouyn-Noranda.

Donc, je suis un Abitibien de souche. Moi aussi, je suis la troisième génération à vivre ici. J'ai donné mes premiers coups de pédales de tricycle sur la rue Taschereau Ouest ici, à Rouyn-Noranda, et j'ai grandi sur une petite ferme familiale dans le secteur d'Évain. Je suis un ingénieur chimiste de formation et j'ai eu la chance de travailler dans le domaine métallurgique pour les 12 premières années de ma carrière. Par la suite, j'ai fait un changement de carrière drastique, là, j'ai fait un 360, et non, je n'ai pas mal tourné comme *Walter White de Breaking Bad!* Je suis allé vendre du café tout simplement. J'ai opéré des restaurants pendant 14 ans de temps ici, à... pour ne pas les nommer, les Tim Hortons. Et aujourd'hui, bien, je suis de retour aux anciennes amours et je représente, en fait, l'équipe du Centre de GéoMétallurgie à titre de cofondateur.

Donc, qu'est-ce que c'est exactement, le Centre de GéoMétallurgie? C'est un centre qui est basé à Rouyn-Noranda, en fait, et qui est né d'une volonté de cofondateurs d'ici, du Québec et de la région ici. Le but, vraiment, c'est de laisser un legs aux générations futures, non seulement pour l'extraction minière en cours et à venir, mais aussi pour réparer les anciens sites miniers.

5 Ça fait que, je vous explique un petit peu. On s'est donné deux grands axes sur lesquels on va travailler. Donc, je vous expliquais de... aider l'industrie minière actuelle, en fait, en développant des nouvelles technologies qui vont permettre de faire le triage des minéraux qui sont extraits du sol. Et vous êtes sans savoir que l'industrie minière, peu importe où ça se fait sur la planète, va manipuler des très grandes quantités de roches, et on va déployer une très grande quantité d'énergie et de ressources pour aller extraire les minéraux de valeur. Donc, on prend la roche : 95 % de la roche ne contient pas de valeur minérale, et ce 95 % là va être réduit, pulvérisé en petite poudre. On va la mêler avec de l'eau, on va extraire les minerais de valeur et on va redéposer, soit dans les galeries ou dans des sites de déposition.

10 **LE PRÉSIDENT :**

Excusez-moi de vous interrompre, mais la technologie existe déjà?

15 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

Oui. En fait, c'est des technologies qui sont en cours de développement, mais oui, la technologie existe déjà. Nous, notre mission, c'est d'aller plus loin, en fait, et de pousser le savoir dans cette technologie-là, mais aussi de faire appel à des nouvelles technologies.

20 **LE PRÉSIDENT :**

Donc, cette technologie-là permettrait la réduction des résidus miniers?

25 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

30 Oui, tout à fait. Donc, je vous explique : aujourd'hui, comme je vous expliquais, faire un triage sélectif, c'est de faire le tri de la portion qui contient des valeurs métalliques par des nouveaux systèmes. Donc, au lieu de pulvériser le minerai en fine poudre, on va réduire les agrégats en agrégats de un à deux pouces, par exemple. On va sélectionner la partie qui a de la valeur, et la roche-mère, qui n'a pas de valeur métallique, on va être en mesure de, également, extraire, par exemple quand il y a des produits sulfureux qui sont générateurs d'acide, les extraire pour être capable de les gérer. Et la roche stérile qui est non génératrice acide, elle va pouvoir être réutilisée, par exemple, et revalorisée, que ce soit pour des routes ou dans le béton. Donc, c'est ça, redonner une valeur à cette pierre-là qui est extraite des sols.

35 **LE PRÉSIDENT :**

40 Juste pour... Je m'excuse de vous interrompre.

M. SIMON-PIERRE MORISSET :

Il n'y a aucun problème.

5 **LE PRÉSIDENT :**

C'est parce qu'on n'a pas eu de mémoire de votre part. Est-ce qu'on l'a eu, le mémoire?

10 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

Oui, en fait.

LE PRÉSIDENT :

15 Il y a un mémoire? C'est ça, c'est que je n'ai pas le numéro. O.K. Donc, ces technologies-là existent; est-ce que ces technologies-là peuvent être mises en place par Falco?

M. SIMON-PIERRE MORISSET :

20 Bien, en fait, oui, ça fait partie. Falco, ils sont venus visiter nos installations, et c'est de quoi qui va être à travailler avec les gens de Falco, et effectivement, c'est... Ça fait que, c'est un de nos souhaits de pouvoir travailler avec eux et collaborer avec les gens de Falco.

LE PRÉSIDENT :

25 D'accord. Vous pouvez poursuivre. Je m'excuse de vous avoir interrompu.

M. SIMON-PIERRE MORISSET :

30 Il n'y a aucun problème, mon cher.

Donc ça, c'est le premier axe : donc, c'est vraiment de réduire l'énergie qui est déployée sur la matière première, tant en eau, en énergie et en réactifs.

35 Le deuxième grand axe qui, lui, est plus ambitieux, c'est d'aller rechercher -- réparer les vestiges du passé en allant rechercher les valeurs métalliques qui sont dans les anciens sites de déposition et, du même coup, les réhabiliter. Donc, il faut savoir aujourd'hui qu'à l'heure actuelle, plusieurs mines sur la planète sont ouvertes, avec des teneurs en minéraux qui sont inférieures à des sites de déposition qu'on a ici, par exemple, en région, mais c'est la même chose partout sur la planète. Les teneurs
40 moyennes partout diminuent. C'est une ressource qui est épuisable, et puis, ce qu'on voit, bien, en fait,

c'est qu'on voit beaucoup d'opportunités d'aller chercher ces anciens minéraux là et de réhabiliter du même coup les sites qui sont orphelins.

5 On s'est donné un objectif de 60 mois pour avoir une première unité qui va être opérationnelle. Donc, ça vous fait un petit peu le topo de l'entreprise, et c'est un modèle qui se veut collaboratif avec l'industrie, donc ça va être un nouveau modèle un peu sous forme coopératif, et qui va mettre les apprentissages qu'on va développer avec l'industrie disponibles pour... au lieu de travailler en silos, eh bien, disponibles pour l'industrie en général; pas seulement ici en Abitibi, mais aussi à l'échelle mondiale.

10 **LE PRÉSIDENT :**

Excusez-moi encore, je reviens.

15 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

Oui.

20 **LE PRÉSIDENT :**

Les technologies auxquelles vous faites référence permettraient de réduire la disposition des résidus réactifs en surface?

25 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

C'est l'objectif, oui.

30 **LE PRÉSIDENT :**

Et est-ce que, selon ce que vous avez lu de l'étude d'impact, est-ce que cette prise en compte de ces technologies-là peut influencer sur l'estimation des quantités de matières résiduelles estimées par l'initiateur?

35 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

Oui. Bien, en fait, il va falloir pour ça faire des tests. Il y a de tests qui seraient à conduire pour voir qu'est-ce qu'on est capable -- en mesure de faire, et quel niveau qu'on est capable de faire au niveau de la récupération, donc...

40

LE PRÉSIDENT :

Ces tests-là prendraient combien de temps?

5 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

Bien, en fait, actuellement, on est en développement technologique. Donc, c'est sûr que c'est... il y a des technologies qui existent déjà, mais notre but à très court terme... on a des projets qui vont... qu'on espère qui vont voir le jour dans les mois à venir. Mais je ne suis pas en mesure, monsieur Zayed, de vous donner un délai...

10

LE PRÉSIDENT :

Non, je n'ai pas besoin d'un délai, mais je veux savoir depuis quand ça... Parce que, en fait, nous, nous travaillons avec une étude d'impact avec des données qui sont...

15

M. SIMON-PIERRE MORISSET :

Oui, tout à fait.

20

LE PRÉSIDENT :

... qui sont dans l'étude d'impact. Si la technologie envisagée influe sur certaines données de l'étude d'impact ou peuvent influencer de façon tangible sur certaines données, bien, la commission aimerait bien le savoir même si c'est de façon hypothétique.

25

M. SIMON-PIERRE MORISSET :

Aujourd'hui, à l'heure actuelle, on n'est pas en mesure de vous donner des chiffres.

30

LE PRÉSIDENT :

Concrètement. D'accord.

35 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

Exactement.

40

LE PRÉSIDENT :

Alors, je vous laisse poursuivre jusqu'à la fin.

5 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

Parfait. Donc maintenant, je vais vous faire part de quelle est notre position face au projet Horne 5. Et donc, vous venez de comprendre qu'il y a plein de synergies possibles entre Falco et le Centre de GéoMétallurgie. Mais, à nos yeux, on a une préoccupation environnementale, et ça fait partie de l'ADN de notre organisation.

10 Un des éléments qui est important pour nous aussi, c'est l'aspect socioéconomique. Horne 5 va apporter des emplois de grande qualité, puis il y a un moment où Rouyn-Noranda va en avoir besoin, et là, je m'explique parce qu'on a beaucoup entendu parler de pénurie de main-d'oeuvre, là, au cours des dernières sessions, et c'est normal parce qu'on est encore dans un creux démographique.

15 Et là, je vous parle parce que, à titre d'ancien propriétaire de restaurant, le commerce de détail, on a été plus affecté par la pénurie de main-d'oeuvre. Je pense que tout le monde l'a vécu comme client, hein, comment que ça s'est détérioré au fil des dernières années.

20

LE PRÉSIDENT :

Surtout à Tim Hortons! Non non.

25 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

Surtout dans les miens!

30 Donc, en fait, ça fait plusieurs années que je suis un indice qui s'appelle l'indice de remplacement de la main-d'oeuvre qui est produit par la statistique... l'Institut de la statistique du Québec, et qui donne, en fait, pour chaque départ à la retraite, combien de nouveaux travailleurs arrivent sur le marché du travail, donc nos jeunes, la jeunesse qui arrive sur le marché du travail.

35 Le creux historique qu'on vient de vivre au Québec a eu lieu en 2021. En fait, c'était le point d'inflexion le plus bas historique où il y avait 18 % des postes qui étaient *incomblés*. Donc, 18 % des postes ne trouvaient pas de nouveaux travailleurs pour travailler, et ça a amené des défis incroyables pour toutes les organisations, où on a dû être imaginatif et, des fois, bien, subir aussi ce phénomène-là.

40 Mais le projet Horne 5, en fait, vient exactement... Parce que, actuellement, à chaque année, le taux... l'indice de remplacement de main-d'oeuvre augmente de 2 % au Québec, et dès 2029, on va

5 passer de pénurie à surplus de main-d'oeuvre. Et cette... dans le mémoire qui est présenté -- vous pourrez vous référer aux courbes -- cette tendance de surplus de main-d'oeuvre là, en fait, va se prolonger. Et à l'échelle du Québec, on va avoir un surplus de main-d'oeuvre de l'ordre de 10 % dans les années à venir, mais spécifiquement à Rouyn-Noranda, on va avoir jusqu'à tout près de 20 % de surplus de main-d'oeuvre.

10 Donc, autant que ça a été difficile pour les gens des entreprises à avoir des travailleurs, autant que ça va être difficile pour notre jeunesse qui va arriver sur le marché du travail de trouver des emplois. Et c'est pour ça que les projet Horne 5 -- et là, je rejoins un petit peu ce que Martin expliquait tantôt -- nous avons besoin de ces emplois-là pour garder une vitalité au niveau de la ville. Donc, je pense que c'est vraiment important qu'on fasse cette analyse-là et, comme je vous dis, pour l'avoir suivie depuis au-dessus de huit ans, cette courbe-là, je peux vous dire qu'elle est très fiable. Donc, ça, c'est un des points.

15 Pourquoi aussi qu'on voit d'un très bon oeil le projet Horne 5? Horne 5 va apporter des nouveaux capitaux. Vous savez que ça fait partie... La génération de capitaux, de nouveaux capitaux par l'extraction des minerais est très importante pour, non seulement pour la ville, mais pour le Québec.

20 Et c'est important de savoir que c'est rare qu'on va voir des projets qui ont une économie aussi solide que Horne 5. On a une projection de durée de vie de la mine. On ne sait pas encore combien de temps que ça va être exploité, mais on sait que le gisement initial a été exploité pendant au-dessus de 50 ans. Donc, on peut quand même espérer que ça va aller au-delà de la vie qu'on prévoit à l'heure actuelle.

25 Nous, le Centre de GéoMétallurgie qui a comme mission de vraiment changer la face de l'industrie minière -- parce qu'on veut vraiment faire les choses de façon différente -- d'avoir un partenaire comme Falco qui va aider à développer des nouvelles technologies, c'est de quoi qui est extrêmement important pour nous; pour nous, mais aussi pour l'échelle régionale et mondiale, en fait.

30 Je terminerai en disant : ce qu'on s'attend de Falco, en fait, c'est de se questionner qu'est-ce qu'on peut faire. Pas juste utiliser les meilleurs standards ou les meilleures pratiques actuelles, mais vraiment de développer des nouveaux standards dans l'industrie, devenir un phare.

35 La communauté de Rouyn-Noranda, on a vu des centaines de mines ouvrir sur la Faille de Cadillac, et Falco, je pense que -- on sent dans l'esprit des gens de Falco cette volonté d'amener l'industrie minière à un autre niveau, et c'est pour ça qu'on s'attend d'eux de se questionner, se requestionner, et d'être à l'écoute de la communauté et de protéger l'eau du milieu récepteur. C'est très important pour nous, mais aussi particulièrement pour l'engouement à bois pourri qui est une espèce en péril qui est dans... qui niche dans notre secteur.

40

Alors, ça conclut ce que j'avais à vous dire. Je vous remercie beaucoup du temps que vous avez accordé pour nous entendre.

LE PRÉSIDENT :

Merci à vous.

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

Oui, bien, je vais vous poser une petite question.

M. SIMON-PIERRE MORISSET :

Oui.

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

Quand vous parlez de changer la face de l'industrie, qu'est-ce qui vous dérange le plus dans cette industrie-là qui est à changer?

M. SIMON-PIERRE MORISSET :

Bien, en fait, comme j'expliquais tantôt, dans l'industrie minière, on va -- puis peu importe où ça se fait sur la planète -- on manipule énormément des grandes quantités de roches qui est sans valeur et on ne valorise pas à 100 % cette roche-là. Comme je vous expliquais tantôt, ça va être soit remis dans les galeries ou déposé dans des sites, et on a déployé des efforts et de l'énergie pour manipuler ce matériel-là. Donc, je pense qu'il faut revoir comment qu'on fait les choses. Il faut revoir des façons qui vont diminuer la consommation d'eau, parce que c'est un enjeu planétaire qui est criant et qui s'en vient, donc c'est vraiment une partie, pour nous, qui est importante.

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

Est-ce que vous pensez que même si ça coûte le double du prix, par exemple, ça vaut la peine de faire ces innovations-là pour préserver les ressources?

M. SIMON-PIERRE MORISSET :

En fait, on est toujours aux prises avec de l'économique, mais je crois que, comme société, à un moment donné, il va y avoir des choix à faire. Et je crois que d'aller chercher... de maximiser ce qu'on peut aller chercher dans nos ressources, ça va devenir un enjeu important pour la planète.

M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :

Merci.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Merci.

10 **M. SIMON-PIERRE MORISSET :**

Ça fait plaisir. Merci beaucoup.

LE PRÉSIDENT :

15 J'appelle maintenant madame Marie-Pier Bournival.

**M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL
PROPAIR (DM32)**

20 **M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL :**

Bonsoir, monsieur le président...

25 **LE PRÉSIDENT :**

Bonsoir.

30 **M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL :**

... madame la commissaire, monsieur le commissaire. Alors, Marie-Pier Bournival. Je suis directrice santé organisationnelle et développement durable de Propair. On a déposé un mémoire il y a quelques jours, mais on trouvait quand même important de venir compléter, en fait, notre opinion. Donc, évidemment, c'était un mémoire en faveur du projet.

35
40 Donc, d'abord, Propair, ça a été fondé en 1954 et on opère depuis les installations de l'aéroport de Rouyn-Noranda. On a une flotte d'une dizaine d'aéronefs et, en fait, on offre des services aéroportuaires à l'aéroport. On fait aussi l'entretien de nos aéronefs et on opère en termes de nolisement d'avions et d'évacuation aéromédicale, principalement dans le Nord-du-Québec. On a plus d'une centaine... en fait, plus de 130 employés qui travaillent pour nous dans tous nos départements, à

offrir tous les services que je viens d'énumérer précédemment.

5 Donc, on parle du projet Horne 5, on parle de retombées que... Évidemment, je vais m'abstenir d'énumérer toutes les retombées en quantitatif. On parle beaucoup d'économie. Concrètement, qu'est-ce que ça peut vouloir dire, ces retombées-là, pour nous, par exemple? Bien, on peut s'attendre à être un partenaire, à être un fournisseur, en fait, de services, par exemple de vols nolisés pour Ressources Falco. Que ce soit pour des déplacements, donc, comme je disais, au niveau du nolisement de passagers du cargo, comme ça pourrait être aussi... étant donné qu'on a une desserte sur une base hebdomadaire, donc ça pourrait être aussi transport de passagers pour des experts, par exemple.

10 Donc évidemment, nous aussi, on s'attend à ce que Ressources Falco fasse de l'embauche de citoyens, en fait, locaux, pour travailler dans ses installations, mais on comprend que, parfois, on peut avoir besoin de ressources externes, à l'extérieur de la région.

15 Donc, ces investissements-là, par exemple, de Ressources Falco, oui, ça génère un marché chez nous. Ça génère aussi directement des emplois; indirectement des emplois, par exemple, chez nous.

20 Pour les emplois directs, donc les gens qui -- on le sait, hein, le domaine minier, ce sont de très, très bons salaires, donc évidemment, bien, c'est un pouvoir d'achat qui est accru. Et ce sont des gens aussi qui vont pouvoir ultimement, finalement, investir, par exemple dans nos services, par l'achat de billets d'avion pour voyager, par exemple vers Montréal, Québec ou d'autres destinations. Donc, ultimement, bien, c'est notre tissu économique qui prend de l'essor et qui poursuit sa croissance, et ça s'applique aussi à d'autres entreprises. J'ai plusieurs collègues qui ont parlé avant moi qui, en fait, ont le même discours.

25 Donc, c'est important, c'est nécessaire, en fait, pour la vitalité, mais aussi pour le développement de notre région. Parce que plus on a d'investissements, plus on a de gens aussi qui viennent dépenser, bien, plus on a d'entreprises qui vont pousser, et ainsi de suite. Ça va comme ça.

30 J'ai envie de parler aussi des retombées au niveau de l'intelligence d'affaires. Donc, en aviation, vous le savez, c'est un milieu où est-ce que la sécurité, c'est une de nos valeurs premières, et on est extrêmement réglementé.

35 Les mines aussi, par conséquence, au niveau de -- si je peux faire un parallèle -- au niveau de l'environnement. Moi, je trouve que c'est un point qui est très positif, parce qu'on le voit avec certaines accréditations, par exemple, qu'on va aller chercher pour pouvoir être des partenaires de l'industrie minière, ça exige, en fait, des entreprises d'élever leurs pratiques d'affaires, d'élever leurs standards d'affaires. Ça nous demande d'être plus optimal dans nos opérations, plus efficient et, à mon sens, bien, ça vient nous développer en tant qu'entreprise au niveau de notre agilité, au niveau de nos processus, et je suis convaincue que c'est bénéfique pour tout le monde.

5 Tout à l'heure, j'avais des collègues qui parlaient des efforts qu'ils ont faits pour être des employeurs plus attractifs, mais aussi des employeurs plus agiles et plus efficaces dans leur pratique. L'enjeu de la pénurie de main-d'oeuvre, et j'oserais même dire plus de compétences, bien, on l'a tous. On l'a dit, là, ce n'est pas nécessairement le projet Falco qui va venir apporter ça. Par contre, est-ce qu'on arrive avec des solutions? Moi, je pense que oui. Donc, pour nous, on trouve que c'est, en fait, un apport qui est considérable, qui est important.

10 La collaboration, en fait, de Ressources Falco qu'ils ont faite avec différents partenaires, déjà dans les années passées, mais aussi ce qu'ils s'engagent à poursuivre dans les futures années, autant avec la ZIM qu'avec MISA qu'avec d'autres entreprises, en fait, je vais espérer qu'ils vont le partager aussi avec toutes les entreprises de la région et pourquoi pas même du Québec et ailleurs à l'international.

15 Bien, c'est justement les pratiques d'affaires qu'ils vont développer, les méthodes agiles et efficaces qu'ils vont amener en étant plus *innovatifs*, plus... qu'ils auront l'audace aussi de développer. Donc, je vois ça très positivement. On parle d'ESG, on parle de responsabilité sociale des entreprises. Je pense que Ressources Falco, avec ses autres partenaires de l'industrie minière, peuvent être des leaders, en fait, et aller davantage avec des pratiques innovantes en la matière.

20 On a parlé de retombées économiques, de retombées au niveau des affaires. Je suis une professionnelle, mais je suis aussi une jeune mère de famille. J'ai envie de vous parler aussi des retombées sociales qu'on peut s'attendre, en fait, à l'implantation d'un projet comme celui-ci dans la région.

25 Mes autres collègues ont parlé, en fait, du retour en région de leurs enfants. Bien, moi, j'ai envie de vous dire que je ne suis pas native de Rouyn, pas du tout. En fait, je suis native du Témiscamingue, donc, oui, la crise forestière, je sais de quoi on parle. J'ai quitté la région pour aller aux études, et puis je suis revenue en 2013 parce que, à l'époque, mon conjoint habitait ici pour l'emploi. Et bon, on a eu des enfants, donc... et j'ai de jeunes enfants qui ont des besoins particuliers.

30 C'est sûr qu'aujourd'hui, quand on regarde : est-ce que je souhaiterais partir ailleurs ou est-ce que je voudrais, par exemple, rester à Rouyn-Noranda? Bien, on va analyser des aspects comme l'accessibilité à la propriété, la desserte de services offerts, la proximité : d'être à 10 minutes de l'école de mes enfants, à 10 minutes ou 20 minutes de mon lieu de travail sans avoir une tonne de trafic en avant de moi et un paquet de cônes orange, bien moi, je trouve que ça a une certaine valeur et, forcément, ça vient peser dans la balance. Et ça, c'est des choses qu'on est capable de vivre ici, en Abitibi-Témiscamingue, d'être à quelques centaines de mètres ou à quelques minutes, en fait, d'un lac où est-ce qu'on peut aller se baigner. Si je peux comparer au fleuve Saint-Laurent, là, la plage du Lac-Beauport, ce n'est vraiment pas la même chose que ce qu'on va retrouver ici, en région, et ce sont des attraits qui sont essentiels pour une qualité de vie.

5 L'investissement de Ressources Falco dans un projet comme Horne 5 va permettre l'attractivité en termes de main-d'oeuvre, va permettre d'amener aussi un bassin de compétences. Puis ce n'est pas juste les personnes qu'ils vont engager : c'est aussi leurs conjoints, leurs enfants qui vont s'en venir. Et on espère rester, mais ça va aussi, ultimement, développer les services puis aussi toutes les autres...
10 les autres, en fait, entreprises qui vont pouvoir améliorer notre qualité de vie. Et ça, pour moi, c'est... je pense que c'est des facteurs qui sont très importants dans l'analyse de ce projet-là.

10 Est-ce qu'il y a des préoccupations, des enjeux? Tout à fait. Ce serait de se mentir qu'il n'y en a pas, et moi-même, à titre de citoyenne -- et j'habite à proximité d'un projet minier -- je suis la première à lever la main et à dire : « O.K., est-ce qu'on a bien évalué? Est-ce qu'on répond aux enjeux puis aux préoccupations par rapport à la qualité de l'eau, par rapport à la qualité de l'air? », et je peux être très convaincante dans mes préoccupations. Certaines personnes m'ont déjà connue assise dans un autre rôle, à défendre ardemment mes points. En fait, ces préoccupations-là, selon moi, elles sont
15 nécessaires, et ça démontre l'intelligence qu'on a parce que ce n'est pas vrai qu'il n'y a aucun projet qui n'a aucun risque.

Maintenant, c'est : qu'est-ce qu'on en fait? Alors, moi, j'ai envie de dire : profitons de cette intelligence collective là que nous avons, cessons de nous polariser, en fait, dans des positions de :
20 « ah, on est pour » ou « on est contre ». Il y a des choses avec lesquelles on a des préoccupations, il faut les nommer. Maintenant, comment on fait pour apporter des solutions qui vont être durables et qui vont répondre le plus possible aux préoccupations qu'on soulève? Et cette polarisation-là, elle est très difficile à vivre, surtout dans des petits milieux comme les nôtres, parce que ça vient créer une fracture sociale.

25 Et à un moment donné, bien, ce n'est pas vrai qu'il y a juste des avantages, ce n'est pas vrai qu'il y a juste des inconvénients. Est-ce qu'on peut s'asseoir tout le monde ensemble et trouver des solutions? Je suis convaincue que oui, et c'est probablement ça, cette intelligence collective là, qui va nous apporter les meilleures solutions en apportant différents points de vue.

30 Et après discussion avec certains membres de l'équipe de Ressources Falco, je suis convaincue que ça fait partie, en fait, de leurs priorités, même de leurs engagements, à la lecture de ce qu'ils ont déposé, puis je pense que c'est ce qui va amener un projet qui va être porteur pour la communauté et qui va nous ressembler comme région. Merci.

35 **LE PRÉSIDENT :**

Merci à vous.

Monsieur Lessard.

40

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

Oui, bonsoir. Merci.

5 Écoutez, vu que vous opérez une flotte d'aéronefs, on a beaucoup entendu parler cette semaine de fly in fly out, donc je me sens un peu [indiscernable] une question là-dessus. Mais honnêtement, vous, votre entreprise, est-ce que vous nolisez, dans le fond, par exemple pour ce type de besoins là? Pour certaines entreprises, est-ce que vous offrez ce service-là pour les employés?

10 **M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL :**

Bien, en fait, pour certaines entreprises, oui, on peut...

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

15 Oui.

M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL :

20 ... autant on peut avoir des contrats vont être du nolissement de manière, je vais dire répétée, comme ça peut être aussi un vol très ponctuel, très spontané.

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

25 Puis voyez-vous une tendance, dans le fond, par rapport à ça? Avez-vous une idée pour les prochaines dix années? Ou comment vous voyez ça, cette tendance-là pour les minières dans la région, de ce type d'activité là, fly in fly out? Il y en a-tu plus, moins, ou vous...?

M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL :

30 Je n'ai pas de chiffres avec moi. C'est sûr qu'au niveau de ce type d'opération là, on va plus dans le Nord-du-Québec, donc c'est sûr ça dépend des projets miniers.

35 Encore là, comme on disait... comme certains collègues ont mentionné, ça a des avantages, ça a des inconvénients de « on part dans le Nord, par exemple pendant 14 jours, puis on revient » pour ces travailleurs-là. C'est sûr que, bien, à notre niveau, c'est un contrat, mais on peut avoir des contrats, en fait, de nolissement aussi avec d'autres types d'entreprises et même ailleurs au Québec ou au Canada.

40

M. MARTIN LESSARD, COMMISSAIRE :

C'est bon, merci.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Madame Meloche.

10 **M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :**

Vous avez parlé d'un sujet qui m'intéresse beaucoup, l'intelligence collective, et des polarités. Quelles seraient vos intuitions, vos idées, pour justement, là, pour travailler sur cette fracture sociale là puis rétablir un dialogue sain entre les gens qui ont... Vous n'êtes pas obligée d'avoir une réponse, c'est une question difficile, mais si vous avez une idée à nous soumettre, on va l'entendre.

15 **M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL :**

20 Ce soir, j'aimerais savoir la réponse, la recette parfaite. Je pense que d'avoir des gens ouverts, des gens aussi qui sont natifs du milieu, des gens qui sont sensibles à ce qui est vécu puis qui ont ce souci-là de bien faire, pour moi, c'est important d'avoir une rigueur.

25 Puis, tout à l'heure, on l'a mentionné, oui, c'est un projet, mais encore faut-il qu'il soit bien fait. Comme n'importe quelle entreprise du secteur minier va élaborer un projet, c'est nécessaire de bien le faire. Je ne pense pas que l'industrie minière, comme aucune autre entreprise, en fait, de Rouyn-Noranda, n'a le luxe de se permettre qu'il arrive une catastrophe. Maintenant, n'importe quelle entreprise a les yeux du monde tournés vers elle -- on le sait avec les réseaux sociaux ça va tellement vite -- donc on se doit d'adresser les risques puis de bien les gérer. On doit tous les faire. Donc, à ce moment-là, il faut être cohérent, je pense, avec ce qu'on s'engage comme entreprise, qu'on soit un bon citoyen corporatif.

30 Puis au niveau des citoyens, bien, je pense qu'il y a des... il y a aussi une action personnelle qu'on se doit de prendre, d'aller signifier nos préoccupations, mais aussi d'être à l'écoute puis de collaborer, en fait. Puis de ce que j'ai vu à date, ça semble être porteur.

35 **M^{me} GENEVIÈVE MELOCHE, COMMISSAIRE :**

Merci beaucoup. Je le sais, c'est une question difficile. On peut faire un doctorat là-dessus.

40

M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL :

Oui.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Je voulais savoir : c'est quoi le lien que vous faites entre l'optimisation de vos services et la présence de Falco? Je n'ai pas compris très bien ce lien. Vous l'avez fait, mais je ne l'ai pas compris.

10 **M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL :**

En fait, peut-être pour mieux... pour rendre plus concret mon point de vue, par exemple, dans -- certaines minières vont nécessiter qu'on ait certaines certifications pour opérer avec eux. Donc, ces certifications-là vont venir, par exemple BARS, ou dernièrement Agrément Canada qui est spécifique au domaine médical, mais c'est un projet sur lequel j'ai travaillé pour Propair.

15

Donc, on a des critères d'évaluation où est-ce qu'on va venir regarder... Dans ce cas-ci, ce n'était pas juste... il y avait, oui, beaucoup le domaine médical, mais il y avait aussi tout l'aspect gouvernance, l'aspect assurance qualité. Et ces certifications-là vont demander à avoir des standards, bon, X, mais vont aussi demander à ce qu'on s'audite soi-même, à ce qu'on soit dans une optique d'amélioration continue puis d'assurance qualité par rapport à notre organisation.

20

Donc, forcément, moi, si cette certification-là m'oblige à avoir des standards plus élevés puis que j'exige ça aussi de mes fournisseurs, bien, ultimement, c'est comme une chaîne où est-ce que, bien, collectivement, on s'élève en termes de qualité puis, bien, ultimement, j'espère qu'on s'élève aussi au niveau de l'efficacité de nos opérations, l'optimisation de nos processus, pour être capable de répondre, en fait, aux meilleures pratiques.

25

LE PRÉSIDENT :

30

Mais vous pouvez le faire quand même sans Falco?

M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL :

On peut le faire quand même sans Falco, tout à fait, par contre, t'sais parfois, on est dans une zone de confort. Puis ça demande aussi des fois des investissements, puis on ne veut peut-être pas toujours les faire. Puis là -- je dis ça très, très naïvement, je ne peux pas pointer personne -- mais des fois aussi c'est : on manque de temps. Dans les entreprises, on l'a dit, là -- la pénurie de main-d'oeuvre -- on essaie de faire plus avec moins. Lorsque c'est imposé, lorsque c'est exigé, bien, à ce moment-là, on n'a pas le choix. On veut continuer d'opérer, par exemple, avec une industrie minière,

35

40

bien, on va se conformer. Donc, des fois, c'est l'espèce de petit coup de pouce, là, qu'on n'avait pas le choix d'avoir pour dire : « On emboîte le pas ».

LE PRÉSIDENT :

Madame, merci beaucoup.

M^{me} MARIE-PIER BOURNIVAL :

Merci à vous.

LE PRÉSIDENT :

Nous prenons maintenant monsieur François Laflamme au téléphone.

M. FRANÇOIS LAFLAMME (présentation verbale)

M. FRANÇOIS LAFLAMME :

Oui, bonsoir. Mon nom est François Laflamme. Alors, bonsoir monsieur Zayed, madame Meloche et monsieur Lessard.

Je veux référer au résumé de *l'Étude d'impact sur l'environnement* à la page 36 où il est question des produits pétroliers, produits chimiques, matières résiduelles dangereuses, matériaux contaminés. Alors, cet enjeu-là, il est mentionné à la page 37 que les matériaux seraient entreposés et plus tard acheminés vers une compagnie accréditée. Bien, est-ce qu'il y a une compagnie accréditée avec un centre de traitement en Abitibi... avec un centre de traitement accrédité ou de valorisation en Abitibi-Témiscamingue, ou même dans l'Est ontarien, par exemple, dans le Nord-Est ontarien?

LE PRÉSIDENT :

Excusez-moi, vous me posez une question?

M. FRANÇOIS LAFLAMME :

Oui, bien, c'est que... c'est un commentaire, mais dans l'information, pour que l'on sache ce qu'il va advenir des matériaux contaminés. Qu'est-ce qu'ils vont en faire?

LE PRÉSIDENT :

Écoutez, nous sommes actuellement à la deuxième partie de l'audience publique qui est réservée uniquement à l'expression des opinions et non pas à répondre à des questions. Lors de la première
5 partie de l'audience publique qui a eu lieu il y a déjà un peu plus d'un mois, il y avait des personnes-ressources tout comme il y avait l'initiateur pour répondre à toutes les questions qui auraient pu être posées. Malheureusement, maintenant, il n'y a personne qui peut répondre à vos questions. Par contre, nous sommes tout ouïe...

M. FRANÇOIS LAFLAMME :

Alors...

LE PRÉSIDENT :

... pour écouter votre opinion.

M. FRANÇOIS LAFLAMME :

Oui. Alors, je vais retourner ça en opinion.

Alors, compte tenu que les opérations minières causent des matières... des matériaux contaminés ou des matériaux résiduels dangereux, par exemple le résultat de sols contaminés par le
25 bris de boyaux hydrauliques ou de toutes sortes d'huiles ou de contaminants comme ça, je voulais m'assurer que les matériaux soient traités en Abitibi et qu'ils ne... que ça ne sorte pas de la région, que ça ne vienne pas, par exemple, chez Stalex dans les Laurentides ou ailleurs plus au sud. Alors, il faudrait que ces matériaux-là soient... que ce soit pris en cause et que ça reste dans le Nord-Ouest du Québec.

LE PRÉSIDENT :

D'accord. Est-ce que vous avez d'autres opinions ou c'est tout?

M. FRANÇOIS LAFLAMME :

L'autre point qui me... sur lequel je me questionnais : étant donné qu'il y a une centaine de sites miniers orphelins dans le Nord... Nord-Ouest et le Nord-du-Québec, je me demandais, dans le projet de Falco, s'il y avait des sites... dans leur plan de réaménagement et de restauration des sites miniers, s'il y avait un projet comparable sur lequel on pourrait se baser pour voir ce qui a été fait et ce que eux
40 entendent faire pour qu'à la fin de l'exploitation, les terrains qui ont été utilisés redeviennent

revégétalisés et naturels. Avoir un site comparable sur lequel on pourrait s'y référer. Ce sera tout.

LE PRÉSIDENT :

5 D'accord. Évidemment, je comprends que c'est une réflexion, là. Donc, merci beaucoup, monsieur Laflamme.

M. FRANÇOIS LAFLAMME :

10 Merci, bonne soirée.

MOT DE LA FIN

15 **LE PRÉSIDENT :**

Merci à vous également.

20 Bien, alors, écoutez, il n'y a plus de personnes qui se sont inscrites. Donc, ceci met fin à la deuxième partie de l'audience publique sur le projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée. Nous vous rappelons que vous pouvez consulter les documents déposés et les transcriptions des séances publiques au bureau du BAPE et dans la page Web du dossier. Pour ceux qui n'auraient pas de connexion Internet, il est possible d'accéder à la version numérique de l'ensemble de la documentation relative au projet à partir de la Bibliothèque municipale de Rouyn-Noranda. D'ailleurs, plusieurs des documents y sont offerts également en version papier.

25 Les personnes qui désirent exercer leur droit de rectification, je le rappelle, vous pouvez le faire par écrit jusqu'au 10 octobre. Si vous n'êtes pas en mesure de respecter ce délai, veuillez en avvertir monsieur Mathieu Giroux, coordonnateur du secrétariat de la commission, car, à défaut de le faire, la commission pourrait décider de ne pas accepter votre rectification.

30 La commission d'enquête poursuit ses travaux et son rapport sera remis au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs au plus tard le 26 décembre 2024.

35 Parallèlement aux travaux de la commission d'enquête, je rappelle que le ministère responsable de l'Environnement procède à sa propre analyse environnementale. C'est à la lumière du rapport du ministère et de celui du BAPE que le ministre fera une recommandation au Conseil des ministres. La décision d'autoriser le projet, de l'autoriser sous certaines conditions ou de ne pas l'autoriser appartient donc au Conseil des ministres et non au BAPE.

40

5 La commission d'enquête tient à exprimer sa reconnaissance aux personnes qui se sont intéressées à ses travaux et qui ont participé en posant des questions, en déposant un mémoire ou encore en s'exprimant en séance publique. Elle remercie également toutes les personnes-ressources et l'initiateur du projet pour leur collaboration.

Mais ce n'est pas encore tout à fait fini puisque, à la demande de la Première Nation de Long Point, la commission tiendra deux séances publiques demain à Winnevey. Ces deux séances seront webdiffusées, mais il ne sera pas possible de participer à distance.

10 Sur ce, merci infiniment et bonne fin de soirée.

LEVÉE DE LA SÉANCE À 21 h 26
SÉANCE AJOURNÉE AU 3 OCTOBRE À 13 h 15

Je soussignée, MÉLISANDRE GIBBS, sténographe officielle, déclare sous mon serment d'office que les pages ci-dessus sont et contiennent la transcription exacte et fidèle de l'audience que j'ai entendue via webdiffusion, le tout conformément à la loi.

Et j'ai signé,



Mélisandre Gibbs (361305-4)